



Archives cantonales vaudoises

Rapport d'activité

2005



Photographie : *Olivier Rubin-Mazzara*

ADRESSE : Archives cantonales vaudoises
Rue de la Mouline 32
1022 CHAVANNES-PRES-RENENS

TELEPHONE : National : 021 316 37 11
International : + 41 21 316 37 11

FAX : National : 021 316 37 55
International : + 41 21 316 37 55

E-MAIL : info.acv@vd.ch

INTERNET : <http://www.archives-cantoniales.vd.ch>

ACCES :
- Transports publics : Métro-Ouest dès Lausanne-Flon (Centre-Ville) ou dès Renens-CFF, arrêt "Mouline".
- Par la route : depuis le centre-ville, direction "Genève" ou "Université", route de Chavannes/route de la Maladière, rue du Léman (sous l'autoroute), rue de la Mouline.
- Par l'autoroute : direction "Lausanne-Sud", sortie "Université/EPFL", direction "Sciences humaines", traverser le métro, direction "Chavannes/La Mouline".
- Places de parc devant le bâtiment : s'inscrire à la réception.

HEURES D'OUVERTURE : Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9 h. 00 - 17 h. 00
Mercredi : 14 h. 00 - 19 h. 00

FERMETURE ANNUELLE : Deux premières semaines de mars

SOCIETES AYANT
LEUR SIEGE AUX ACV : Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Cercle vaudois de généalogie

Rédaction de la partie administrative : Christian Gilliéron

Lectorat : Christian Gilliéron et Gilbert Coutaz, Chavannes-près-Renens, septembre 2006
1100 exemplaires

Introduction

Confrontées aux masses d'archives de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire, les ACV ont demandé depuis 1998 de pouvoir disposer de nouvelles surfaces de stockage. Elles ont dû à la fois faire la démonstration du bien-fondé de leurs besoins (double enquête systématique sur l'archivage, entre 1996 et 1998), mettre en place des procédures (adoption en 2001 de 13 Directives et Règles à Usage Interne de l'Etat sur les archives) et lancer un cycle de formation (un réseau de préposés à la gestion des documents, dont la compétence est nouvelle dans l'administration cantonale et l'Ordre judiciaire, est mis en place depuis 2004). L'année 2005 a été marquée par la rédaction, redimensionnée aux exigences du traitement seul des urgences, d'un Exposé des motifs et projet de décret pour la densification des locaux de stockage des ACV. Le dépôt du projet devant le Conseil d'Etat marque une date charnière entre les années d'évaluation, souvent défavorable, de la situation des archives, et celles qui devraient permettre de régler systématiquement la question des arriérés documentaires et d'inscrire de nouvelles politiques en matière de gestion des informations et de leur traitement à des fins historiques.

1. Personnel

1.1. Personnel régulier

Directeur :	Gilbert Coutaz
Adjoint du directeur :	Christian Gilliéron
Adjoint, chargé des relations avec les communes :	Robert Pictet
Archivistes :	Olivier Conne Jérôme Guisolan Pierre-Yves Favez (80 %)
Assistant-archiviste principal :	Jean-Marc Falciola
Assistante-archiviste :	Claudia Margueron
Photographe :	Olivier Rubin-Mazzara (75 %)
Restauratrice :	Anne Bellanger (50 %)
Restaurateur :	Stephan Böhmer (50 %)
Premières employées d'administration :	Corinne Brélaz Carole Laubscher
Concierge (Service immeubles, patrimoine et logistique) :	Michel Morgenthaler

Aucun changement n'a eu lieu en 2005 dans le personnel régulier des ACV.

1.2. Personnel auxiliaire

Deux auxiliaires rétribués à l'heure par les ACV ont réalisé des travaux d'inventaire de fonds d'archives ou de bibliothéconomie :

- M. Arthur Bissegger s'est vu confié le classement et l'inventaire de trois fonds principalement médiévaux : P Châtelard, P Crousaz et P Joffrey

- Mme Danielle Javet a assumé la gestion de la bibliothèque, jusqu'en juin ; elle a été remplacée par M. Jean-Luc Wermeille dès novembre (voir le chapitre 7).

Trois auxiliaires rémunérés à l'heure par des tiers ont pu être employés pour différents travaux de sélection, de classement et d'inventaire d'archives :

- M. Philippe Barras a effectué, dans les quatre Tribunaux d'arrondissement du canton, qui ont remplacé en octobre 2000 les 19 ex-Tribunaux de district, le tri systématique de l'énorme masse des archives de ceux-ci (jusqu'à la date de 1985), puis organisé les éliminations et les versements aux ACV des documents sélectionnés (SC 155-173) ; parallèlement, il a traité une partie des archives des Offices des poursuites et faillites versées à la fin de 2004 ; ce travail a été financé par le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire

- M. Fabrice de Icco a poursuivi le classement et l'inventaire des archives de la famille de Blonay, déposées aux ACV ; ce travail est financé par la Fondation du château de Blonay (PP 637)

- Mme Agnès Montavon a poursuivi l'inventaire des ouvrages de la bibliothèque remise avec les archives de la Croix-Bleue (PP 823-827) ; elle relève administrativement et financièrement de celle-ci.

Trois auxiliaires payées à l'heure, Mmes Gisèle Gandillon, Maria Paz et Ana Reyes de Sanchez, ont secondé le concierge dans ses tâches d'entretien (budget du Service immeubles, patrimoine et logistique).

Dans le cadre de divers programmes d'emploi temporaire subventionné ou de réinsertion professionnelle, les ACV ont pu bénéficier, pour des périodes qui ont varié de 1 à 12 mois (dans certains cas, partiellement sur 2004 ou 2006), de la collaboration de sept personnes, qui ont assisté la bibliothécaire, les archivistes ou les secrétaires pour des travaux de gestion de la bibliothèque, de saisie informatique, d'inventaire ou de contrôle d'inventaires, de manutention, de conditionnement et d'étiquetage : M. Florent Burkhardt, M. Jacques Kupfer, M. Daniel Lauberer, Mme Teresa Martinez de Hoz, M. Robert Oulevay, M. Daniel Richard et M. Jean-Jacques Subilia.

MM. Omar Odermatt, Joël Pasche et Lionel Perrinjaquet ont effectué aux ACV des périodes de service civil de deux semaines à quatre mois, pendant lesquelles ils ont effectué des travaux de tri, de classement et d'inventaire de fonds d'archives.

Cinq personnes ont exécuté aux ACV des peines de 60 à 120 heures de travaux d'intérêt général (TIG), gérés par la Fondation vaudoise de probation. Elles ont été employées à des travaux de saisie informatique, de classement, de manutention, d'étiquetage et de conditionnement.

Les ACV collaborent à la formation des apprentis Assistants en Information Documentaire (AID) de la Bibliothèque Cantonale et Universitaire de Lausanne (BCU) en les recevant deux mois au cours de leur 2^e année et 1,5 mois pendant leur 3^e année, afin de leur fournir l'expérience professionnelle nécessaire à garantir leur polyvalence (l'apprentissage d'AID est commun aux domaines de la bibliothèque, de la documentation

et de l'archivistique). A raison de deux personnes par volée, ce sont donc quatre apprentis de la BCU qui sont reçus chaque année par les ACV. En 2005, ce sont ainsi Mme Anne Ménétrey et Mme Virginie Schlaefli qui ont effectué leur stage d'archivistique de 2^e année (en janvier-février) et Mme Donatella Zitello et M. Alexandre Berto celui de 3^e année (de la mi-mars à la fin avril).

Un total de 15 personnes ont suivi des stages professionnels aux ACV, généralement d'une durée de six mois (dans certains cas, partiellement sur 2004 ou 2006). Dans la plupart des cas, il s'agissait d'une initiation professionnelle en vue de leur admission à la Haute Ecole de Gestion (HEG) de Genève - Département information et documentation, ou au Certificat d'Etudes Supérieures en Information Documentaire (CESID) de l'Université de Genève. Suivant des programmes de travail individuels de difficultés croissantes, ces stagiaires ont collaboré aux différents travaux des ACV, principalement le classement des fonds et la création des instruments de recherche, puis ont rédigé seuls de nombreux inventaires de fonds officiels et privés. Il s'agit de Mmes et MM. Vincent Besençon, Acacio Calisto, Christophe Chabloz, Filippo Coppola, Michèle Giorgianni, François Jaeger, Robin Masur, Lionel Moser, Jérémie Rochat, Vincent Seriot, Catherine Seydoux, Christine Tourn, Amélie Vallotton, Elisabeth Warroux et Valentin Zucchini.

Mme Ségolène Garçon, conservateur stagiaire de l'Institut national du patrimoine (Paris) a effectué un stage de 2 mois sous la direction de M. Coutaz, et Mme Vinciane Galiché, étudiante de l'Ecole de restauration de Lyon, un stage de trois semaines à l'atelier de restauration des ACV.

Huit personnes, Mmes et MM. Gisella Bozzo, Diana Calas, Isabelle Dépraz, Elise Gasser, Luca Geiser, José Miguel Horta de Pina, Sylvain Lagger et Ludovic Moret ont suivi des stages d'orientation professionnelle d'une semaine organisés en collaboration par les Archives de la Ville de Lausanne (2 jours), les Archives du Comité international olympique (1 jour) et les ACV (2 jours).

M. Claude Nicod a offert bénévolement ses services aux ACV, pour des travaux de classement et d'inventaire du fonds privé qu'il a remis aux ACV.

Ainsi que cela a déjà été relevé toutes ces dernières années, la réalisation d'une part importante des missions des ACV repose donc, depuis plusieurs années, sur du personnel auxiliaire et temporaire (voir le chapitre 6).

1.3. Formation permanente du personnel

Outre différentes réunions ou visites auxquelles ils ont assisté, organisées notamment par l'Association des archivistes suisses (AAS), l'Association vaudoise des archivistes (AVA) ou le Forum des archivistes de Genève, les membres du personnel des ACV ont suivi les formations suivantes :

- Mme Bellanger, un cours sur le sauvetage du patrimoine documentaire en cas de catastrophe, à la Bibliothèque nationale de France (BNF), et un séminaire sur le *Mind Mapping*
- M. Böhmer le cours sur les catastrophes de la BNF et une journée sur la conservation donnée par la SIGEGS
- Mme Brélaz, un séminaire sur l'affirmation de soi
- M. Coutaz, le cours sur les catastrophes de la BNF, une demi-journée sur le redécoupage territorial vaudois et un séminaire sur la numérisation des archives
- M. Gilliéron, une demi-journée sur le droit d'auteur dans le contexte numérique
- M. Guisolan, une journée sur la démographie et les politiques publiques, et un séminaire sur l'impact de la voix dans la communication professionnelle ; il a en outre suivi, à titre personnel et sur son temps de congé, un cours de l'IDHEAP sur le management public
- Mme Margueron, un séminaire sur l'organisation du travail et la gestion du temps, et un cours sur le logiciel Access
- M. Morgenthaler, le cours sur les catastrophes de la BNF
- M. Pictet, une demi-journée sur le redécoupage territorial vaudois et une journée départementale sur les communes.

2. Bâtiment et équipement

La décision sur l'*Exposé des Motifs et Projet de Décret (EMPD) accordant un crédit d'ouvrage pour la densification des locaux de stockage des ACV*, finalisé en mars 2004 déjà, a encore été repoussée. Sous la pression financière, une nouvelle version (la 13^e !) a dû être rédigée, divisant en deux étapes les travaux initialement prévus. Elle a été remise en décembre 2005 : voir le chapitre 5.

L'étanchéité des toitures plates du bâtiment, qui était déficiente et avait nécessité des travaux d'urgence en 2004, a été améliorée et achevée par des travaux réalisés durant l'été 2005.

Une armoire à boissons froides et snacks a été installée dans le hall, où elle complète le distributeur de boissons chaudes depuis longtemps à disposition des lecteurs.

Les ferme-portes de plusieurs locaux de stockage ont dû être changés en raison de leur usure, ainsi que des protections de bas de porte.

Les détecteurs automatiques d'incendie ont été tous changés, en relation avec les normes de sécurité des installations de lutte contre le feu.

Le marquage des places de parc de la zone principale de parcage et à l'ouest du bâtiment a été intégralement refait, à la suite de la décision du Conseil d'Etat de facturer les places de parc au personnel des ACV qui utilisent un véhicule privé. Il définit précisément les zones « Personnel ACV », « Livraison » et « Visiteurs ».

La fumée dans le bâtiment des ACV n'est plus autorisée que dans le hall d'entrée. Une signalétique et la pose de cendriers à l'extérieur ont dû être renforcées.

3. Informatique

Développements : l'année 2005 a été marquée par la mise en place de procédures pour la récupération des données d'inventaires dans un format XML et l'installation d'une nouvelle version du logiciel pour la base de données des ACV.

Etudiée en 2004, la première étape du projet de saisie et de conservation des inventaires des fonds d'archives dans un format non propriétaire a été mise en oeuvre en mars 2005. Elle consiste - en attendant l'acquisition d'éditeurs XML - à saisir les inventaires dans des tableaux de 21 colonnes. Pour des raisons financières, ce mode de saisie peu commode a dû être prolongé toute l'année, les ACV n'ayant fait l'acquisition que de trois licences de l'éditeur agréé par l'Unité informatique départementale, le logiciel Adobe FrameMaker version 7.0.

Dans le cadre de ce même projet, Mme Sarra Ben Lagha a créé pour les ACV une DTD XML/ACV qui définit les balises pour les inventaires selon le modèle de la norme EAD. Elle a également mis au point une procédure de conversion des fichiers Microsoft Word en XML selon la DTD XML/ACV.

En décembre 2005, la base de données des ACV a été migrée sur la version 10.0 de Livelink Collections Server (anciennement BASIS-Plus). Pour mieux profiter des améliorations apportées par cette nouvelle version, les tailles et les subdivisions des champs ont été sensiblement augmentées. Pour mieux se conformer à la norme de description internationale ISAD(G), de nouveaux champs ont été ajoutés.

En novembre 2005, une entrée "Archives cantonales vaudoises" a été créée sur l'Intranet de l'Etat (voir le chapitre 4.1, paragraphe « Formations »).

Notices créées dans la base de données : voir le chapitre 6.5.

Consultation du site Internet des ACV : voir le chapitre 11.3.

4. Relations avec les producteurs d'archives

4.1. Relations avec l'administration cantonale

Au 1^{er} décembre 2004, les ACV ont officiellement quitté le Service des affaires culturelles pour être rattachées à la Chancellerie d'Etat. Ce repositionnement, demandé par les ACV depuis 1996, vise à permettre une implication plus grande et constante de celles-ci dans les processus de la gestion des informations et des documents. Le lien avec la culture et le patrimoine n'est pas pour autant rompu, puisque les ACV continueront à siéger dans plusieurs groupes de travail du Service des affaires culturelles.

Visites : 108 (93) visites ont été effectuées dans les services et offices de l'administration cantonale, principalement, comme toutes ces dernières années, dans l'Ordre judiciaire, où les archivistes se sont rendus à 77 reprises, dont 69 pour effectuer le tri des archives des quatre Tribunaux d'arrondissement. Le Département des institutions et des relations extérieures a reçu 15 visites et le Département de l'environnement et de la sécurité 8.

Formations : en application des Directives pour la gestion des archives rédigées par les Archives cantonales vaudoises (ACV) et adoptées par le Conseil d'Etat en 2001, tous les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire vaudois ont dû désigner chacun, dès 2003, un « préposé à la gestion des archives » parmi les membres de leur personnel. Les ACV ont conçu pour ces préposés une formation spécifique de deux jours, avec un important support de cours intégrant de nombreux modèles et documents de référence. Elles l'ont donnée à deux reprises en 2005, les 3-4 mai et 30 novembre-1^{er} décembre. 40 préposés au total ont participé à ces deux sessions, animées par MM. Coutaz, Gilliéron, Conne et Guisolan. Ce programme sera poursuivi et terminé en 2006. Par ailleurs, afin de tenir compte de la spécificité de la gestion des archives dans l'Ordre judiciaire (documents formalisés issus de procédures légales, classement et durées de conservation en principe réglés par des circulaires du Tribunal cantonal), un cours spécial d'une journée, réservé aux préposés à la gestion des archives de l'Ordre judiciaire et adapté à leur domaine, a été organisé par les ACV à deux reprises, les 1^{er} juin et 7 septembre. 39 préposés au total ont suivi cette formation.

Le séminaire de deux jours *Principes et méthodes de gestion des documents*, donné par les ACV depuis 1996 dans le cadre du Centre d'Education Permanente pour la fonction publique (CEP), fait partie du cycle de formation des préposés : il en est le préalable. Pour cette raison, ce séminaire CEP, ouvert à tout participant, a à nouveau été donné à trois reprises cette année, les 23-24 février, 26-27 octobre et 2-3 novembre, par MM. Coutaz, Gilliéron et Guisolan. Il a été suivi par 46 personnes au total.

Les ACV ont ainsi dispensé, en 2005, pas moins de 12 jours de cours au personnel de l'administration cantonale.

Une entrée « Archives cantonales vaudoises » a été créée sur l'Intranet de l'Etat de Vaud. Destinée principalement aux préposés à la gestion des archives, elle donne accès aux directives en la matière, à une documentation et à des formulaires, tels que les bordereaux d'élimination et de versement.

Instruments de gestion des documents : la rédaction de « calendriers de conservation » (listes des documents produits ou reçus, avec indication du délai de conservation et du sort final), effectuée en collaboration par les services ou offices producteurs et les ACV, demeure l'effort principal des ACV. Un tel instrument, utile tant aux documents sur papier qu'aux données informatiques, agit sur le fonctionnement des différents secteurs de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire ; il les oblige à engager une réelle réflexion et à impliquer leur personnel dans les processus.

Des calendriers de conservation ont ainsi été adoptés pour le Centre d'enseignement professionnel de Morges ; le Secteur des affaires ecclésiastiques du Service des communes et des relations institutionnelles ; les préfetures (mise à jour) ; les archives administratives du CHUV. Des projets de calendriers de conservation sont par ailleurs en cours d'élaboration notamment pour le Service des forêts, de la faune et de la nature ; le Centre de conservation de la faune et de la nature ; la Direction générale de l'enseignement obligatoire ; plusieurs secteurs du Service des communes et des relations institutionnelles ; le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire ; les Tribunaux d'arrondissement. Des contacts ont également eu lieu avec plusieurs autres services ou offices, sans résultats concrets pour l'instant : si la nécessité d'une gestion rigoureuse et efficace des archives est généralement reconnue par les personnes concernées, celles-ci peinent souvent à dégager le temps nécessaire à la conception des instruments de cette gestion.

Opérations spéciales : sur le modèle de ce qui avait été fait pour les archives notariales conservées par les ex-Tribunaux de district en 2000, pour les archives des Justices de paix en 2001-2002, pour celles du Juge d'instruction cantonal et des quatre Offices d'instruction pénale en 2003 et pour celles des Offices des poursuites et faillites en 2004, une opération de traitement systématique des archives des 19 ex-Tribunaux de district conservées par les 4 Tribunaux d'arrondissement entrés en fonction en 2000 a été menée cette année, avec un financement du Secrétariat général de l'Ordre judiciaire (SGOJ) permettant l'engagement d'un archiviste mandataire à plein temps, encadré par les ACV. Celui-ci s'est rendu successivement dans les 4 Tribunaux, parfois pendant plusieurs semaines, pour y évaluer les documents et préparer tous les éliminations et versements possibles. Finalement, en novembre et décembre, 278 mètres linéaires de documents (désormais : m.l.) ont pu être détruits et 397 m.l. versés aux ACV. De surcroît, 410 m.l. de dossiers pénaux 1976-1985, pour lesquels le délai légal de conservation de 30 ans n'est pas encore atteint, ont déjà été triés et les dossiers retenus versés aux ACV, ce qui permettra, ces 10 prochaines années, de procéder sans nouvelle intervention aux éliminations annuelles des dossiers périmés.

Les documents versés sont essentiellement des registres de jugements civils et pénaux des années 1930/1960 à 1985, ainsi que des dossiers pénaux sélectionnés de la période 1965/1974 à 1985. Ces archives n'ont pas pu être inventoriées dans le cadre du mandat, mais sont facilement accessibles, compte tenu de leur classement simple. En compensation, des versements précédents des Tribunaux de district, en attente d'inventaire aux ACV depuis plus de 20 ans pour la plupart, ont pu faire l'objet de répertoires numériques. Il est à noter que l'arrivée de ces archives relativement récentes a immédiatement entraîné, pour les ACV, une très forte augmentation des demandes de délivrance de copies certifiées conformes d'actes officiels, principalement des jugements de divorce, réclamés par les caisses AVS afin de déterminer les montants des rentes de leurs assurés.

Divers : une circulaire a été conçue, avec le Service des communes et des relations institutionnelles, concernant le sort des archives lors des fusions de communes.

Les autres contacts avec les détenteurs d'archives ont essentiellement eu pour objet des conseils d'organisation et la préparation d'éliminations ou de versements.

Éliminations : les ACV ont autorisé les services ou offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire à éliminer 2'512 (1'758) m.l. d'archives dont le délai d'utilité administrative ou juridique était écoulé et dont l'intérêt historique ne justifiait pas le versement. Ces éliminations sont protocolées dans des bordereaux ad hoc.

4.2. Relations avec les communes

Les ACV fournissent conseils et assistance aux personnes en charge des archives des communes. Dans ce cadre, 12 (20) visites ont été effectuées sur place.

La rédaction d'un complément au *Guide pratique de gestion des Archives communales vaudoises* paru en octobre 1999, qui prendra en particulier la forme d'un *Plan de classement et calendrier de conservation à l'usage des secrétaires municipaux*, a été poursuivie en 2005 par le groupe de travail réunissant des représentants des ACV, de l'Association Vaudoise des Archivistes (AVA) et de l'Association Vaudoise des Secrétaires Municipaux (AVSM).

L'élaboration d'un cours sur la gestion des archives destiné aux secrétaires municipaux, entamée en 2004, a été terminée cette année. Une séance test de cette formation d'une demi-journée, intitulée « Gérer les archives courantes et intermédiaires » et comprenant la remise d'un support de cours détaillé, a été donnée par M. Pictet le 22 novembre à Palézieux, à l'intention des communes du district d'Oron. Elle avait été précédée de présentations d'information, les 19 et 20 avril à Morges, lors d'une réunion plénière des secrétaires municipaux. Un programme complet de formation a été agendé en 2006.

Les relations des ACV avec les communes et les prestations fournies à celles-ci ont été présentées au chef du Service des communes et des relations institutionnelles, le 27 septembre.

4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé

Dans le cadre de la gestion des fonds privés ou para-administratifs, 33 (31) rencontres ont eu lieu avec des personnes privées physiques ou morales détentrices de fonds d'archives, en vue d'une donation ou d'un dépôt ou afin de les conseiller en matière de classement et de conservation.

Des contacts fructueux ont notamment eu lieu, en matière d'archives économiques, avec la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie, Prométerre - Association vaudoise de promotion des métiers de la terre et les entreprises Maillefer SA et La Suisse Assurances.

Un cadre de collaboration en matière d'archives privées a été défini avec l'Institut universitaire d'histoire de la médecine et de la santé publique.

5. Accroissement des fonds d'archives

La capacité future des ACV en matière d'accueil d'archives est totalement dépendante du sort qui sera réservé par le Grand Conseil à l'*Exposé des Motifs et Projet de Décret (EMPD) accordant un crédit d'ouvrage pour la densification des locaux de stockage des ACV*, déposé devant le Conseil d'Etat, à la fin de l'année 2005. La version retenue divise en deux étapes les travaux initialement prévus : la première (densification de 8 cellules au lieu des 19 envisagées à l'origine) est strictement conçue pour absorber les urgences jusqu'en 2011 ; la réalisation de la seconde, à partir de 2012, dépendra d'une nouvelle appréciation des besoins, qui devra alors être effectuée. Il faut souligner qu'à ce dossier sont subordonnés la mise à jour et l'élargissement du nombre de directives en matière d'archivage et l'adoption possible d'une loi sur les archives. C'est essentiellement dans cette perspective que le chef du Département, accompagné du chancelier d'Etat, a visité le bâtiment des ACV, le 28 octobre.

5.1. Versements d'archives publiques

30 (34) services ou offices de l'administration ou de l'Ordre judiciaire ont procédé à 35 (39) versements, totalisant 837 (455) m.l. Il faut souligner que ce chiffre dépasse largement la moyenne annuelle des versements officiels, 450 m.l., mentionnée dans l'EMPD.

Le principal fournisseur a à nouveau été l'Ordre judiciaire, qui a versé 397 m.l. en provenance des Tribunaux d'arrondissement (archives des 19 ex-Tribunaux de district). Le Service de la population, quant à lui, a versé 379 m.l., dont 206 m.l. d'archives de l'ex-Service du contrôle des habitants et de police des étrangers et 173 m.l. de l'Etat civil cantonal.

Comme les années précédentes, le manque de place et l'absence d'un calendrier sûr du projet de densification des locaux de stockage ont imposé des choix drastiques et obligé à différer certains versements. C'est ainsi qu'à part les trois gros versements de l'Ordre judiciaire et du Service de la population mentionnés au paragraphe précédent, qui constituaient des urgences, seuls 61 m.l. ont été versés par l'ensemble des sept Départements. Les demandes pressantes de la Préfecture de Lausanne, du Service de justice et législation et du Service de la population, entre autres, n'ont pu être honorés que partiellement. L'engorgement des locaux d'archives de l'administration cantonale s'est donc accentué. 318 m.l. sur les 837 m.l. versés ont été acheminés vers le dépôt annexe loué par les ACV à l'avenue Florissant 38, à Renens, qui est ainsi désormais saturé. Il est à noter que les documents y demeurent entreposés sur les palettes qui ont servi à les transporter et ne peuvent donc pas être inventoriés ; leur consultation est de ce fait pratiquement impossible. Les nombreuses éliminations effectuées cette année (notamment la destruction, après réévaluation, de certains fonds arrivés avant 1995, accueillis trop généreusement à l'époque et restés dépourvus de tout inventaire), ont permis de compenser en partie les arrivées (voir le chapitre 6.6).

Les versements officiels provenaient de :

Autorités politiques :

- Néant

Département de la sécurité et de l'environnement :

- Néant

Département de la formation et de la jeunesse :

- Néant

Département des institutions et des relations extérieures :

- Notaires du canton de Vaud : onglets et registres de deux notaires ayant cessé leurs fonctions, 1941-1992 (SB 109)
- Préfectures : rapports annuels des préfets 2004 (SB 42)
- Service de la population : pièces justificatives de l'Etat civil cantonal 1929-1954, registres et pièces justificatives particulières 1821-1926 (SB 115) ; fichiers de l'ex-Service du contrôle des habitants et de police des étrangers 1950-1988 (SB 134) ; échantillon et sélection de dossiers d'étrangers clos avant 1999 (SB 156) ; dossiers de naturalisation en provenance de l'ex-Service de l'intérieur, 1990-1995 (SB 155)
- Chancellerie d'Etat : travaux préparatoires de la commémoration du Bicentenaire du canton de Vaud en 2003 (SB 154)

Département de la santé et de l'action sociale :

- Service de la santé publique : archives du concours d'architecture d'établissements médico-sociaux (EMS) vaudois, 2001-2005 (SB 150)

Département de l'économie :

- Néant

Département des infrastructures :

- Service des bâtiments, monuments et archéologie : procès-verbaux, rapports et documentation relatifs à la restauration de la Cathédrale de Lausanne, 1955-2005 (SB 52)

Département des finances :

- Registre foncier de Lausanne : onglets et registres de district et de communes, 1848-1968 (SB 153)
- Office d'impôt de district de Lavaux : rôle des contribuables 1975-1995 (SB 157)

Ordre judiciaire :

- Tribunal des mineurs : sélection de dossiers des causes, 1974 (SC 5)
- Tribunaux d'arrondissement : registres civils et pénaux 1930/1960-1985, échantillon et sélection de dossiers pénaux 1965/1974-1985 en provenance des 19 ex-Tribunaux de district (SC 155 à 173)

Communes :

Des arrêtés du Conseil d'Etat des 22 janvier 1946, 10 avril 1959 et 13 août 2001 prévoient le versement aux ACV des anciens registres de notaires, de cours de justice et de consistoires, des anciens terriers et des plans cadastraux jusqu'à leur numérisation. En 2005, cependant, aucun document n'est entré aux ACV à ce titre.

5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives

Les 56 (52) entrées, concernant 41 (42) fonds différents, dont 17 (19) nouveaux, ont totalisé 127 (143) m.l. Les fonds les plus volumineux ont été ceux du Groupement pour la promotion du capital-risque (30 m.l.), de La Suisse Assurances (30 m.l.), de l'entreprise Maillefer SA (12,50 m.) et de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (11,50 m.l.). La collection des fonds d'entreprises conservés par les ACV, qui s'était déjà notablement accrue ces dernières années, se trouve ainsi encore enrichie.

Parmi ces entrées, il faut signaler en particulier :

- un complément du fonds de la famille Bridel, relatif entre autres au doyen Bridel et à l'imprimerie Bridel, 1815-1998 (P Bridel)
- un complément du fonds de l'ancien directeur des ACV, Olivier Dessemontet : travaux et documentation historiques, 1950-1985 (P Dessemontet)

- un complément du fonds de Palézieux : parchemins et autres documents, 1255-1885 (P Palézieux)
- un complément du fonds de l'Institut de Bellerive (à La Tour-de-Peilz, puis à Villars-sur-Ollon), contenant notamment l'histoire de l'établissement dès 1845, avec une liste des pensionnaires, et des journaux de souvenirs de guerre d'officiers suisses (1871, 1914-1918, 1939-1945) (P Sillig)
- un dossier du directeur du Musée d'Osnovo sur la colonie des vigneron suisses de Chabag, 1821-2004 (P 1000/45)
- un complément du fonds François-Alphonse Forel : correspondance reçue de Raphaël Lugeon et de la famille de Luze, 1874-1907 (PP 177)
- des compléments du fonds du Parti ouvrier populaire : procès-verbaux de la Section de Lausanne, 1969-1984 ; documentation réunie par Maurice Mingard (1931-1987) sur le mouvement ouvrier suisse (PP 285)
- des compléments du fonds de l'Eglise évangélique libre du canton de Vaud : dossiers de la Fondation des Terreaux 1875-2001, archives de l'Eglise libre du Sentier-Brassus 1845-1966, livre d'or de la Jeunesse-Nord de Lausanne 1939-1966 (PP 516)
- des compléments du fonds de l'architecte Pierre Margot, spécialiste des monuments historiques : documents photographiques, plans et documents divers 1948-2005 (PP 549)
- un complément du fonds de la famille Bugnion : documents relatifs aux membres récents de la famille et à la Fondation de l'Hermitage, 1803-2005 (PP 771)
- un complément du fonds de la famille Bonnard : correspondance, principalement 1930-1950, adressée à Pierre Bonnard, professeur de théologie à l'Université de Lausanne (PP 805)
- un fonds relatif à Eugène Bolomey (1920-1981), journaliste, écrivain et peintre, ainsi qu'à sa femme Irmgard (1926-2004), fondatrice du Centre équestre pour handicapés de Sainte-Croix (PP 829)
- les archives de la Fondation Neumann, à Gingins : statuts, procès-verbaux, rapports d'expositions, documentation, 1994-2005 (PP 830)
- un fonds relatif principalement à Eugène Dandiran (1825-1912), professeur de théologie à Genève et Lausanne (PP 831)
- un fonds du domaine de La Capitaine, à Vincy (Gilly) : reconnaissances et autres documents fonciers, comptes de vigneron, plans, dessins, correspondance, 1600-1999 (PP 832)
- un fonds Renée et Maurice Bridel, qui fut notamment consul du Cambodge : archives personnelles, correspondance et autres documents relatifs au Cambodge et au prince Norodom Sihanouk, 1746-2004 (PP 835)
- les archives de l'entreprise Maillefer SA, à Ecublens : procès-verbaux du Conseil d'administration, rapports, listes du personnel, comptabilité, documentation technique, catalogues, photographies, etc., 1899-2003 (surtout avant 1985) (PP 837)
- un fonds de la famille Melley, concernant notamment Benjamin-David Melley, qui fit partie des troupes suisses engagées par Napoléon pendant la campagne de Russie et Jules Melley, qui fut commandant de la Gendarmerie vaudoise dès 1856, 1679-1970 (PP 843)

- les archives de La Suisse Assurances, à Lausanne : procès-verbaux du Conseil d'administration et du Conseil de direction, rapports, nombreux registres comptables, documentation professionnelle, prospectus, journal d'entreprise, etc., 1857-2005 (PP 844)
- un fonds de la Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie (CVCI) : procès-verbaux des assemblées et comités, correspondance, dossiers d'affaires, imprimés, etc., 1920-1980 (PP 845)
- les archives du Groupement pour la promotion du capital-risque, données par la CVCI : aides financières consenties aux jeunes entreprises, bilans financiers, dossiers non retenus, etc., 1983-1990 (PP 848)
- un lot de documents relatifs à la direction de l'entreprise Paillard SA, à Sainte-Croix et Yverdon, devenue Hermès Precisa International SA en 1974 (PP 849).

Mme Immita Cornaz, à Montet, a prêté aux ACV, à fins de reproduction, deux volumes de plans cadastraux : de Cudrefin, 1811-1812 (GB 38 c) et du domaine de Montet, 1868-1874 (Gb 38 d).

6. Classement d'archives et création d'instruments de recherche

138 (109) inventaires ou répertoires numériques nouveaux ont été réalisés ou achevés (32 de versements officiels, 96 de fonds para-administratifs ou privés, 9 de fonds anciens, 1 de fichiers ou collections et 0 d'archives communales), totalisant 6'723 (6'324) pages. Il s'agit du 2^e résultat le plus élevé dans les statistiques des ACV.

45 (53) inventaires ou répertoires numériques existants ont été remaniés et complétés, totalisant 2'360 (3'635) pages (il est à noter que le chiffre très élevé de 2004 s'expliquait essentiellement par l'aboutissement cette année-là de la ressaisie informatique des 3'002 pages des anciens inventaires des sous-sections C I à C VII a, réalisée sur plusieurs années).

Il faut à nouveau souligner que cette énorme production, qui permet non seulement de traiter l'équivalent des entrées annuelles mais aussi de rattraper peu à peu l'imposant arriéré, n'a pu être réalisée que par le recours à un nombre très élevé de stagiaires, auxiliaires, mandataires, civilistes, « tigestes » (personnes effectuant un travail d'intérêt général), etc., majoritairement employées au classement et à l'inventaire des fonds, sous la supervision des archivistes. En 2005, ce ne sont pas moins de 36 personnes différentes qui ont ainsi travaillé aux ACV, représentant un total de 9,09 ETP (équivalent temps plein). Sans l'aide de cette main d'œuvre généralement « bon marché » pour l'institution et qui pallie partiellement l'insuffisance de l'effectif régulier, les missions des ACV ne pourraient tout simplement pas être remplies. Cela impose cependant au personnel fixe de l'institution (11,55 ETP) de lourds efforts d'organisation, de formation et d'encadrement, qui sont constamment à recommencer, les différents temporaires ne restant généralement qu'un maximum de 6 mois.

Etat du classement des fonds et versements :

<i>Section</i>		<i>Inventoriés au 1.3.2005</i>		<i>Inventoriés au 1.3.2006</i>		<i>Evolution sur un an</i>
<i>Cote</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
N	Archives para-administratives	5 / 10	50	8 / 10	80	+ 30
P (close)	Fonds privés	757 / 858	88	795 / 858	93	+ 5
PP	Fonds privés	661 / 832	79	724 / 855	85	+ 6
S (close)	Archives officielles, entrées de 1985 à 1995	192* / 274	70*	203 / 274	74	+ 4
SA	Grand Conseil	3 / 4	75	4 / 4	100	+ 25
SB	Conseil d'Etat et départements	108 / 151	72	114 / 157	73	+ 1
SC	Ordre judiciaire	74 / 154	48	75 / 173	43	- 5
SD	Constituante	1 / 1	100	1 / 1	100	0
Total		1801* / 2284	79	1924 / 2332	83	+ 4
Arriéré		483*		408		

* = correction d'une erreur d'addition dans le rapport 2004 (192 et non 202 versements S classés)

Remarques :

1) Cette statistique ne porte que sur les archives officielles dès 1803 classées par provenance (sections S [close], SA, SB, SC, SD), ainsi que sur les archives para-administratives (section N) et privées (sections P [close] et PP). Elle ne tient pas compte des archives anciennes et des collections (sections A à J et M, en principe entièrement inventoriées sauf C [parchemins] et M [sceaux]), ni des archives officielles dès 1803 classées thématiquement (section K [close], inventoriée à 90 % environ).

2) Dans les colonnes « nombre », le premier chiffre représente les fonds ou versements inventoriés (ou, exceptionnellement, entièrement éliminés après réévaluation ou transférés dans un autre fonds ou versement), le second chiffre correspondant au total de ceux qui ont été reçus par les ACV. Pour les sections ouvertes, ce dernier chiffre augmente en fonction des entrées. Les compléments d'inventaires (qui sont fréquents pour les fonds para-administratifs et privés) ne sont pas pris en compte.

3) Les chiffres sont arrêtés à la date de fin de la révision annuelle (soit à la mi-mars en principe) et non au 1^{er} janvier, ce qui explique les divergences parfois importantes qui peuvent exister par rapport aux nombres de fonds ou versements reçus (chapitre 5) et d'inventaires réalisés (chapitre 6).

Le gain dans la proportion des fonds ou versements inventoriés signifie qu'en plus de l'équivalent des entrées de l'année, une part de l'arriéré a à nouveau pu être rattrapée. Il faut être conscient cependant qu'un effort particulier a porté en 2005 sur l'inventaire des très nombreux « petits fonds » privés, qui peuvent généralement être traités plus rapidement que la moyenne, ce qui a contribué au bon résultat de cette année. L'arriéré atteint encore un peu plus de 400 fonds ou versements.

6.1. Nouveaux inventaires de versements officiels

Les versements des arrondissements d'information pénale en attente de classement, ainsi que ceux des paroisses protestantes, ont été systématiquement inventoriés. L'ensemble de l'arriéré relatif à la Police, la Gendarmerie et le Service pénitentiaire a également été rattrapé cette année.

- K VII d 1163 : Service pénitentiaire : correspondance et comptes des frais de détention, 1914-1921
- K VII h 486 : Bureau des étrangers : correspondance et préavis du Bureau des étrangers, 1919
- K XVIII a : Tribunal de district d'Aigle : registres et onglets civils et pénaux, cahiers de bénéfices d'inventaire, dossiers pénaux sélectionnés, 1798-1940 ; titres produits au Tribunal, 16^e-18^e s.
- S 12 : Arrondissement d'information pénale de la Broye : sélection de dossiers d'affaires closes par un non-lieu, 1941-1955
- S 54 : Service de l'enseignement supérieur et des cultes : dossiers annuels, dossiers du Fonds cantonal des arts et lettres, dossiers de l'Association pour la restauration du château de Chillon, 1942-1974 ; divers 1887-1965
- S 82 : Chef du Département de justice, police et affaires militaires : dossiers relatifs au Département, au Conseil d'Etat et au parti libéral, 1834-1986 (essentiellement 1958-1984)
- S 124 : Tribunal de district de Lausanne : sélection de cahiers de discussions de biens et décrets (faillites) et de bénéfices d'inventaire, 1786-1899
- S 197 : Arrondissement d'information pénale de Cossonay-La Vallée-Echallens : sélection de dossiers d'affaires closes par un non-lieu, 1938 / 1942-1963
- S 198 : Arrondissement d'information pénale d'Yverdon-Grandson-Orbe : sélection de dossiers d'affaires closes par un non-lieu, 1957-1963
- S 222 : Grand Conseil : questions 1945-1975, motions, pétitions et interpellations 1961-1975, rapports du Conseil d'Etat sur les projets de lois et décrets 1961-1976, rapports des Commissions de gestion et des finances 1961-1976, projets de lois et décrets retirés ou rejetés 1861-1904, correspondance 1969-1985, divers 1825-1980
- S 223 : Conseil d'Etat : correspondance, matières discutées en Conseil d'Etat, objets soumis au Grand Conseil, 1961-1975 ; dossiers des votations fédérales, 1962-1976, et cantonales, 1963-1979 ; dossiers des élections au Conseil national, 1967-1979, au Grand Conseil, 1966-1974 et au Conseil d'Etat, 1961-1981 ; dossiers des naturalisations, 1965-1975 ; documents divers de la Chancellerie, 1961-1975
- S 232 : Arrondissement d'information pénale de la Broye : sélection de dossiers d'affaires closes par un non-lieu, 1936/1950-1965
- S 243 : Arrondissement d'information pénale d'Aigle : sélection de dossiers d'affaires closes par un non-lieu, 1958-1964
- S 244 : Arrondissement d'information pénale de Lausanne : sélection de dossiers d'affaires closes par un non-lieu : 1956/1961-1964
- SB 5 : Paroisse de Vevey : archives de la paroisse 1845-1951 et de fondations liées à celle-ci 1720-1951

- SB 16 : Centre vaudois de recherches pédagogiques : films de dessins animés destinés à l'enseignement de la géométrie et réalisés par le professeur de mathématiques Jean-Louis Nicolet, 1945-1950 ; films didactiques divers, env. 1970
- SB 19 : Paroisse de Mézières : archives de la paroisse, en particulier cahiers et registres comptables de la bourse des pauvres, 1640-1945
- SB 22 : Paroisse de Lignerolle : archives diverses de la paroisse 1758-1900
- SB 36 : Gendarmerie cantonale : lois et règlements, effectifs, ordres généraux, rapports, correspondance, circulaires, dossiers d'accidents de la circulation, nombreuses photographies, divers, 1803-1945
- SB 42 : Préfectures : rapports annuels des préfets sur l'inspection des communes de leur district, 1986-2004
- SB 51 : Paroisse de Champagne : archives de la paroisse, des consistoires d'Onnens et de Bonvillars, de sociétés locales, divers, 1662-1944
- SB 69 : Écoles et stations agricoles de Marcelin-sur-Morges : bibliothèque avec répertoires 1807-1991, manuels d'enseignement 1897-1983
- SB 72 : Ecole de fromagerie et d'industrie laitière à Moudon : dossiers généraux, correspondance, comptabilité, documents relatifs à la production, plans, photographies, bibliothèque, 1866-1972
- SB 92 : Paroisse de Prilly-Jouxens : archives de la paroisse 1704-1957 (principalement 1845-1957)
- SB 129 : Paroisse de Thierrens : archives de la paroisse 1727-1970 et de la paroisse de Denezy-Villars-le-Comte 1927-1978
- SB 136 : Paroisse de Goumoens-la-Ville : archives de la paroisse 1807-2000
- SB 137 : Paroisse d'Oulens-sous-Echallens : archives de la paroisse 1863-2000 (avec deux documents de 1576 et 1694)
- SB 141 : Ecole normale de Burier : procès-verbaux de la conférence des maîtres, correspondance, listes d'étudiants, dossiers divers, 1968-2002
- SB 151 : Registre foncier des districts de Grandson et d'Yverdon : registres et onglets 1817-1829 / 1889-1983
- SB 153 : Registre foncier du district de Lausanne : registres et onglets 1848-1968
- SB 157 : Office d'impôt du district de Lavaux : rôle des contribuables 1975-1995
- SC 14 : Tribunal de district d'Aubonne : registres et onglets civils et pénaux, sélection de bénéfiques d'inventaire et de discussions et décrets (faillites), registres des moeurs, registres d'hypothèques, divers, 1798-1952
- SD 1 : Assemblée constituante 2003 : archives et documentation de et sur l'assemblée qui a rédigé la nouvelle constitution vaudoise, 1992-2003.

6.2. Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs

Le nombre très élevé (96) d'inventaires et répertoires numériques de fonds privés (cotes P et PP) et para-administratifs (cote N) réalisés cette année s'explique notamment par la volonté de classer un maximum de ces fonds avant les travaux de densification projetés, qui devraient toucher en premier lieu les dépôts où sont conservés ces documents ; il s'agit, autant que possible, de déménager des fonds classés, conditionnés et étiquetés, et non des lots inorganisés. C'est ainsi que de nombreux petits fonds ont été inventoriés cette année, entre autres ceux touchant au domaine militaire.

Plusieurs fonds très importants ont pu être rendus accessibles cette année par l'achèvement de leurs inventaires, en premier lieu desquels les archives de la Croix-Bleue (divisées en fonds lausannois, vaudois, romand, suisse et international : PP 823 à PP 827 ; 738 pages d'inventaire, annexes photocopiées non comprises). Les fonds du Registre professionnel du canton de Vaud (N 3), d'Albert Masnata (PP 90), des architectes Burnat (PP 284 II), de la Faculté de théologie de l'Eglise libre (PP 516), de l'agence de presse CRIA (PP 586), de la Fondation Neumann (PP 830) et de l'entreprise Maillefer SA (PP 837) doivent également être mis en exergue.

Il faut relever que le classement et l'inventaire (en cours) des fonds de la famille de Blonay (PP 647), de La Suisse Assurances (PP 844) et de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (PP 845) bénéficient d'une participation financière complète de la part des donateurs ou déposants.

Parmi les inventaires réalisés, sont à signaler en particulier :

- N 3 : Registre professionnel du canton de Vaud : dossiers d'entreprises, dossiers de métiers, documentation diverse, 1920-1998 (le Registre a été tenu par la Chambre Vaudoise du Commerce et de l'Industrie [CVCI], puis Union Vaudoise des Associations Industrielles, Commerciales et de Métiers [UVACIM] de 1939 à 1998)
- N 5 : Association vaudoise en faveur des protestants disséminés : statuts, procès-verbaux, rapports, correspondance, documents divers, 1854-1999
- N 10 : Etude des terroirs viticoles vaudois : rapports géo-pédologiques, cartes climatiques, cartes des sols, rapport final « Comportement de la vigne en fonction des conditions pédo-climatiques », 2001-2003
- P Châtelard : documents fonciers et autres documents relatifs au domaine et à la baronnie du Châtelard, ainsi qu'au territoire et aux habitants du vidomnat puis mandement d'Aigle, 1273-1892
- P Decollogny : exposés et articles d'Adolphe Decollogny (1886-1972), sous-directeur de l'Union vaudoise du crédit, patoisant, héraldiste et historien, relatifs à l'histoire et au patrimoine vaudois, 1949-1966
- P Gaïffe (Adolphe) : listes nominatives des soldats français de l'armée de l'Est (général Bourbaki) internés en Suisse, circulaires du Département militaire fédéral, destinations prises lors de l'évacuation, 1871
- P Guisan (Asso. Général) : archives de l' Association Général Henri Guisan, en particulier relatives à la statue équestre d'Ouchy, 1960-1970
- P Hôpital orthopédique : procès-verbaux du comité de l'Hôpital orthopédique de la Suisse romande 1876-1934, rapports annuels et documentation diverse 1883-1977
- P Jomini : Général Jomini : fragments manuscrits de *La vie de Napoléon, racontée par lui-même au tribunal de César, d'Alexandre et de Frédéric*, 1821-1827
- P Krafft-Dufour : archives (correspondance, ordres, états nominatifs, rapports, etc.) du commandant de la place de Lausanne durant l'internement des militaires français de l'armée de l'Est à Lausanne, février-mars 1871

- P Mercanton (Paul-Louis) : archives de l'ingénieur, géophysicien, climatologue, doyen de la Faculté des sciences de l'Université de Lausanne, Paul-Louis Mercanton (1876-1963) : correspondance, observations météorologiques, documentation, 1845-1956
- P Quatuor de Lausanne : archives de la Société du Quatuor de Lausanne (1938-1947), fondée pour soutenir cet ensemble, dont faisait notamment partie le violoniste André de Ribaupierre
- P Société du Poids public : procès-verbaux, comptes, actions de la Société du poids public de l'Orient de l'Orbe, 1885-1926
- P Société suisse des officiers, section vaudoise : procès-verbaux, correspondance, dossiers d'affaires, documents divers, 1891/1906-1975
- P SSS : Société suisse de surveillance économique : procès-verbaux, circulaires, rapports et documents divers, 1915-1921, de cette instance chargée de contrôler l'utilisation (en particulier l'éventuelle réexportation) des produits importés en Suisse pendant la 1^e Guerre mondiale
- P Vautier : généalogies et archives familiales des Vautier de Montreux, ainsi que de la Fondation de famille Vautier, 1300-1884
- P Vautier-Dufour : livre de mémoire de Jean-David Vautier, ministre du Saint-Evangile à L'Etivaz, 1753-1813 ; livre de raison, de comptes et fiches de pensionnaires de Jean-Vincent Vautier de Montreux, 1792-1835 ; correspondance de proscrits politiques italiens réfugiés chez Jean-Vincent Vautier, 1821-1832
- PP 25 : Service des évacuations de l'Arrondissement territorial I, 1939-1945 : archives de ce service relatives à l'évacuation éventuelle des douanes, registres fonciers, banques, compagnies d'assurance, industries horlogères, bijouteries et métaux précieux
- PP 77 : Lasserre (André) : listes informatiques imprimées de la population lausannoise et des chefs de famille lausannois en 1798, réalisées en 1982 et 1984 par le professeur d'histoire à l'Université de Lausanne et ses étudiants
- PP 89 : Martin (Colin) : correspondance et documentation relatives à l'histoire monétaire suisse et européenne, 1421 (date à laquelle se réfèrent les documents)-1979, rassemblées par l'avocat, numismate, conservateur du Cabinet des médailles cantonal vaudois et du Musée romain de Vidy (1906-1995)
- PP 90 : Masnana (Albert) : correspondance et documentation, 1864-1981, du directeur du bureau lausannois de l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC), expert-économiste, privat-docent et chargé de cours à l'Université de Lausanne, député libéral (1900-1983)
- PP 269 : Conférence des directeurs cantonaux de la protection civile : procès-verbaux et correspondance, 1970-1991
- PP 284 II : Burnat (famille) : 2^e partie du grand fonds de la famille Burnat, qui donna notamment une dynastie d'architectes (Ernest, Adolphe, Alain, Michel) sur la Riviera lémanique à la fin du 19^e et au 20^e siècles, associés trois générations durant aux architectes Nicati (Charles, Paul, Pierre) : plans, esquisses, notes, dessins, comptes, documentation, etc., 1828-2000 (plus de 4'000 documents)
- PP 346 : Besson (John) : écrits de et documentation réunie par ce pasteur de Chapelle-sur-Moudon (1900-1990), relatifs à ses recherches généalogiques, à son livre sur Chapelle-sur-Moudon, aux villages vaudois et suisses

- PP 431 : Cart (famille) : arbres généalogiques, papiers de famille et documents divers, 1672-1939, de et sur la famille Cart de Morges, notamment Jean-Jacques Cart (1747-1813), patriote vaudois, sénateur, député
- PP 449 : Chatelanat (famille) : près de 400 sermons et discours, 1757-1848, écrits par les 3 frères pasteurs Béat-Louis, Rodolphe et Georges Chatelanat
- PP 462 : Szilassy (de, famille) : archives 1786-1999 de cette famille d'origine hongroise, propriétaire du domaine de Soressesx, à Bex, qu'elle légua à l'Etat de Vaud; concerne également les familles alliées Hope et Billard
- PP 465 : Société d'art public : archives 1925-1997 (essentiellement 1951/1974-1997) de la section vaudoise du Heimatschutz, qui se consacre à la sauvegarde du patrimoine culturel vaudois
- PP 493 : Nordhoff (Bernard) : copies de documents conservés aux Etats-Unis et concernant : les fermes de Rosendale (New-York) bâties par des immigrants protestants au nombre desquels Jean-Jacques Cart ; les activités de celui-ci aux Etats-Unis et en Suisse, ainsi que celles de sa fille établie en Nouvelle-Angleterre ; le voyage en Suisse en 1803 de Robert R. Livingstone, ambassadeur des Etats-Unis en France
- PP 516/3427-3753 : Eglise évangélique libre du canton de Vaud : archives de la Faculté de théologie de l'Eglise libre, 1839-1969, de la Société d'édition Vinet, 1813-1977, de l'Eglise libre du Pays-d'Enhaut, 1829-1966
- PP 523 : Association suisse pour l'aménagement national, Groupe de Suisse occidentale : archives du groupe, actif en faveur du développement de l'aménagement du territoire, notamment procès-verbaux, rapports, dossiers d'activités, matériel d'exposition, 1945-1989
- PP 538 : Dumur (famille) : fonds de cette famille de Grandvaux, qui compta en son sein plusieurs personnalités vaudoises marquantes, 1562-fin 20^e s.
- PP 541 : Crêt-Bérard (Association des Amis de) : archives 1949-1994 de cette association, destinée à soutenir l'activité de la maison de l'Eglise, établie à Puidoux
- PP 560 et PP 561 : Veillon (famille) : deux importants fonds, de provenances différentes et complémentaires du fonds P Veillon, sur cette famille de Bex, 1697-1995 et fin 14^e s.-1995
- PP 577 : Pignons S.A. : archives comptables, commerciales et techniques (nombreux plans de pièces d'appareils photographiques) de l'entreprise de Ballaigues, 1929-1991
- PP 586 : Agence de presse CRIA : archives 1955-1996, en particulier services rédactionnels et dossiers d'information, du Centre romand d'informations agricoles, devenu le Centre romand d'informations en agriculture et alimentation, nature, environnement, santé
- PP 588 : Biaudet (Jean-Charles) : documentation réunie par l'archiviste, directeur de la Bibliothèque cantonale, professeur d'histoire à l'Université de Lausanne (1910-2000), sur : Pierre Maurice Glayre, envoyé extraordinaire de la République helvétique à Paris, 1800-1801 ; David-Richard Morier, ministre d'Angleterre en Suisse, 1832-1848 ; Jean-Louis Galliard, pasteur de l'Eglise libre, 1843-1891 ; divers
- PP 642 : Nicod (Claude) : archives 1964-1992 relatives à l'implantation à Ecublens de l'Ecole polytechnique fédérale et provenant de l'architecte, chef du Bureau de construction de Lausanne de l'Office des constructions fédérales

- PP 659 : Belmont-sur-Yverdon (commune de) : collection de 119 parchemins concernant la commune, 1367-1771
- PP 764 : Armoiries Jayet, Châtelain successeur : 178 dossiers de recherches généalogiques et héraldiques de cette entreprise, 1953-1992
- PP 796 : Bridel (Laurent) : archives professionnelles 1956-2002 du géographe, spécialiste de l'aménagement du territoire, professeur de géographie à la Faculté des lettres et à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne
- PP 805 : Bonnard (famille) : fonds de cette famille issue du Refuge huguenot et originaire d'Arnex-sur-Nyon, 1626-2003 ; concerne également les familles alliées Duchosal, Jaques, d'Ivernois/Divernois, Wistaz, Deshayes, Maurer, Baschmakoff et Duperrex/Duperrey
- PP 823 : Croix-Bleue suisse : archives très complètes, 1866-2002, de la société de promotion de l'abstinence et de lutte contre l'alcoolisme fondée en 1877 par le pasteur de l'Eglise libre Louis-Lucien Rochat (1849-1917) : documents sur le fondateur, les membres, l'administration, les manifestations, les activités, les relations avec les sociétés partenaires, photographies, objets
- PP 824 : Croix-Bleue lausannoise et Faisceau lausannois : idem, 1878-1992
- PP 825 : Croix-Bleue vaudoise : idem, 1832-1990
- PP 826 : Croix-Bleue internationale : idem, 1843-2004
- PP 827 : Croix-Bleue romande : idem, 1864-2005
- PP 828 : Association vaudoise des offices communaux du travail (AVOCT) : archives de l'Association, 1970-2004 (surtout 1995-2003)
- PP 830 : Fondation Neumann : archives de la Fondation, musée privé consacré à l'Art Nouveau, active à Gingins de 1994 à 2004 ; principalement dossiers et rapports des expositions
- PP 831 : Dandiran (Eugène) : fonds de famille concernant principalement le professeur de théologie (1825-1912), qui enseigna à Genève et à l'Université de Lausanne
- PP 832 : Domaine viticole de La Capitaine à Vincy (Gilly) : archives du domaine, 1600-1999, concernant principalement sa gestion, les résultats de vendanges, les rapports entre propriétaires, régisseurs et vigneron
- PP 835 : Bridel (Maurice et Renée) : archives 1746-2004 de Maurice (1921-2005), libraire, antiquaire et galeriste à Lausanne ; de son épouse Renée (1918-), juriste active dans le domaine de la défense des droits humains ; de leurs relations privilégiées avec le Cambodge et le roi Norodom Sihanouk
- PP 837 : Maillefer SA : archives 1899-2003 (principalement antérieures à 1985) de l'entreprise de machines créée en 1900 à Romainmôtier, déplacée en 1929 à Renens, puis en 1964 à Ecublens : procès-verbaux, rapports, listes du personnel, comptabilité, documentation technique, catalogues, photographies, etc.
- PP 849 : Paillard-Hermès-Hermès-Precisa (période de François Thorens) : lot de documents 1967-1974 relatifs à l'entreprise de Sainte-Croix et Yverdon, et provenant de François Thorens, qui fut directeur général et administrateur délégué de Paillard SA, devenue en 1974 Hermès Précisa International SA.

Parmi les nombreux inventaires non cités, on trouve en particulier des fonds relatifs aux familles suivantes, ou à certains de leurs représentants : Baer, Bardonenche, Boller, Bridel, Briod, Buser, Champoud, Chavallier, Corvin, Dulon, Fauconnier, Forel, Gilliard, Kues, La Harpe, Marguerat, Melley, Mercanton, Meylan, Paccaud, Pernaux, Recordon, Rochat, Rouge, Secretan, Sillig, Spielmann, Tacheron, Velickovic-Sexauer, Verdan, Viquerat, Zbinden,

6.3. Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche

Section B (époque bernoise) : Bip 641-767 (Cours de justice du district de Payerne, 1418-1803) ; Bis 346-622 (Cours de justice du district de Vevey, 1501-1844).

Section C (parchemins et papiers) : la sous-section C XX 351 (commune de Belmont-sur-Yverdon, 1306-1764) a été dotée d'un inventaire détaillé. Des répertoires sommaires (cotes + dates) ont été établis pour les sous-sections C VIII a (Cisterciens de Bonmont, 12^e s.-1601) ; C VIII b (Cisterciens de Hautcrêt, 1157-1643) ; C VIII c (Cisterciens de Montheron, 1217-1663) ; C IX a (Bénédictins de Grandson, 1311-1560) ; C IX b (Bénédictins de Lutry, 1221-1558) ; C XIV b (Carmélites de Sainte-Catherine, 1511).

Fichiers : le fichier des lieux-dits à partir des registres des notaires du 16^e siècle a été numérisé par M. Eric Vion dans le cadre de ses recherches territoriales. Un exemplaire des 42 cédéroms qui contiennent ces 18'232 fiches a été remis aux ACV afin d'être mis à la disposition du public, par le biais d'un répertoire (ZC 10).

6.4. Autres travaux de classement et d'inventaire

L'inventaire du fonds des AMH (Archives des Monuments Historiques), lacunaire et complexe, a été entièrement repensé, ressaisi, doté d'une introduction détaillée, d'un guide de l'utilisateur, d'un index général des communes et d'un index cumulatif par district. Cette nouvelle version compte 1'342 pages.

Parmi les nombreux inventaires et répertoires numériques ayant fait l'objet d'adjonctions, il faut signaler que les dossiers pénaux sélectionnés contenus dans les versements du début 2004 des 4 Offices d'instruction pénale du canton (SC 135 à SC 138) ont été recensés individuellement cette année (ils n'avaient pas été détaillés dans les premiers répertoires sommaires réalisés juste après leur entrée aux ACV). Ce sont ainsi 832 notices d'affaires choisies parmi plusieurs dizaines de milliers et couvrant la période 1960/1965-1990 qui ont été rédigées (sans mention des noms des prévenus dans le répertoire accessible au public, pour des raisons de protection de la personnalité). Deux anciens versements du Juge d'instruction cantonal (K XVII e, 1865-1934 / 1951-1953) et du Juge informateur de Lausanne (K XVII f, 1896-1922 / 1930-1939), contenant plus de 1'500 dossiers plus anciens, ont également été repris et les dossiers décrits individuellement (mais plus sommairement).

Les ACV tiennent, sous la cote Ai, une collection des inventaires des archives communales vaudoises. En 2005, celle-ci s'est enrichie de tels instruments de recherche pour les communes de La Rippe et de Mont-sur-Rolle.

Les répertoires numériques des cotes génériques P 1000 (collection de documents isolés de provenance privée) et P 2000 (collection de cartes postales de provenance privée) sont régulièrement mis à jour.

Dossiers généalogiques et fichier héraldique : voir le chapitre 8.

6.5. Instruments de recherche informatiques, site Internet

Pour les développements de la base de données et du site Internet des ACV, voir le chapitre 3.

En 2005, la base de données a été enrichie de 7'731 (1'977) notices : 4'921 (1'337) décrivent des pièces ou des dossiers d'archives, 103 (86) des fonds, des collections ou des versements, 105 (109) des entrées d'archives, 2'585 (404) des documents microfilmés (les « nouveautés » sont en fait, dans ce cas-là, presque exclusivement des récupérations de l'ancienne table « Doc-Etat civil », supprimée, dans les deux tables « Doc-Pièce » et « Doc-Microfilm ») et 17 (41) d'autres objets.

Les travaux de numérisation et de ventilation informatique des fichiers « Nouveaux Titres », entamés en 2004 avec les fonds de Payerne (C VII b) et de Baulmes (C VII c), se sont poursuivis en 2005 avec les fonds des couvents cisterciens de Bonmont, Hautcrêt et Montheron (C VIII). Ils permettent à la fois de sécuriser les fichiers et de récupérer les analyses du 19^e siècle pour les associer aux documents de ces fonds placés aujourd'hui sous d'autres cotes.

Les pages statiques du site Internet ont été régulièrement mises à jour. Pour les statistiques de sa consultation, voir le chapitre 11.3.

Les ACV ont fait mettre à jour les données d'inventaire figurant sur plusieurs bases de données nationales et régionales.

6.6. Divers en relation avec les classements et instruments de recherche

Une étude intitulée *L'indexation aux Archives cantonales vaudoises : pratiques anciennes et actuelles. Evaluation des enjeux*, a été réalisée, sous la direction de MM. Coutaz et Conne, par Mme Ségolène Garçon, conservateur stagiaire de l'Institut national du patrimoine (Paris), durant son stage international aux ACV (avril-mai 2005). Forte de 116 pages, elle fournit des indications précieuses sur la conduite du travail des ACV, tant dans la manière de décrire les fonds d'archives que pour leur saisie informatique.

Lors des travaux de classement et d'inventaire, 449 (492) mètres linéaires de documents ne présentant pas un intérêt historique suffisant pour justifier leur conservation ont été écartés, puis éliminés. Ces éliminations sont protocolées. Il s'est agi principalement, cette année, de dossiers médicaux du Centre Hospitalier Universitaire Vaudois (CHUV), acceptés trop généreusement à une époque où le bâtiment des ACV était encore presque vide. Des critères d'échantillonnage de cette énorme masse de dossiers ont été définis d'entente avec le CHUV et après consultation de l'Institut universitaire d'histoire de la médecine et de la santé publique ; ils sont appliqués progressivement.

7. Bibliothèque

La gestion de la bibliothèque des ACV est assurée par un(e) mandataire, faute de disposer d'un poste fixe pour cette fonction pourtant importante. Cette tâche a été confiée à Mme Danielle Javet jusqu'au 30 juin 2005, puis à M. Jean-Luc Wermeille dès le mois de novembre. Son mandat correspond environ à un mi-temps. L'assistante-archiviste consacre une part de son temps à le seconder. Ce changement devrait permettre une meilleure implication du bibliothécaire dans la définition et l'application de la politique générale de l'institution.

La mise sur le réseau de l'ensemble des périodiques a pu être terminée cette année, avec des états de collection détaillés. Cette section rassemble notamment de nombreuses revues d'histoire cantonale, ainsi que certaines publications à tirage limité ou peu présentes dans d'autres bibliothèques. Il s'est, par exemple, enrichi d'anciens périodiques publiés par la Croix-Bleue, qui témoignent de l'importance de l'activité des sociétés de tempérance à une époque où l'alcoolisme était un problème social majeur.

Un état de la « réserve » de la bibliothèque a été dressé par une personne engagée sous le statut de l'aide au premier emploi. Une partie importante de cette section, qui comprend les imprimés parus jusqu'en 1850, n'est pas encore accessible en réseau. Elle nécessite un traitement particulier qui devrait prendre la forme d'un mandat limité confié à un spécialiste.

Un important rattrapage en matière d'étiquetage des ouvrages et des collections a pu être accompli grâce à l'appui d'une personne travaillant aux ACV dans le cadre d'un emploi temporaire subventionné. En mars, la révision de la bibliothèque a été l'occasion d'un important « désherbage » et d'une réorganisation des rayons de la salle de travail.

593 (526) ouvrages ont été inscrits dans le registre des entrées de la bibliothèque : 220 proviennent de tris de fonds d'archives (37 %), 213 de dons (36 %), 126 d'achats (21 %), 33 d'échanges (6 %) et 1 de photocopies (0 %). Ces chiffres ne tiennent pas compte de l'accroissement des périodiques. 140 (126) livres ont été donnés à la relieur.

8. Documentation et collections

La section Documentation est toujours fermée, faute de pouvoir disposer du personnel compétent pour la gérer. Le démantèlement, par élimination ou donation, d'une grande part de la section Q (Imprimés), close en 2002, a été terminée cette année. La réflexion menée à son sujet avait en effet abouti à la conclusion qu'à l'évidence, les moyens pour la gérer et la développer de façon satisfaisante feraient toujours défaut, compte tenu des priorités fixées dans d'autres secteurs, et qu'en l'état, son intérêt était trop faible par rapport à l'espace occupé.

La collection des dossiers généalogiques, qui rassemble des travaux généalogiques dispersés et non publiés, est régulièrement alimentée. En 2005, 3 (23) nouveaux dossiers ont été confectionnés, pour les familles Boillet (Mutru), Ducraux (Saint-Légier) et Méan (Payerne) (le chiffre élevé de 2004 résultait du rattrapage d'un arriéré cette année-là). 8 (6) autres dossiers ont été complétés. L'inventaire de ces dossiers généalogiques a été entièrement repris, avec mise à jour et introduction de nombreux renvois supplémentaires aux données généalogiques des fonds privés des sections P et PP, ainsi que d'autres fonds des ACV ; il compte désormais 403 p.

Depuis 1952, les ACV tiennent à jour un fichier héraldique, avec la collaboration des héraldistes professionnels vaudois. Les nouvelles créations sont enregistrées et contrôlées gratuitement, puis transmises sur abonnement aux héraldistes qui souhaitent compléter leur propre documentation. En 2005, cependant, aucune (4) nouvelle armoirie familiale n'a été communiquée pour être intégrée au fichier. Quant à la numérisation entamée de ce fichier héraldique, elle n'a pas pu avancer comme souhaité (voir le chapitre 10.2) ; elle sera poursuivie en 2006. L'inventaire des dossiers héraldiques, reclassés en quatre séries (familles, communautés, thématiques, généralités) est en cours de révision. Des conseils ont été donnés pour les armoiries des (ex-) futures nouvelles communes suivantes : 1) Jorat-Mézières (fusion avortée de : Les Cullayes, Mézières, Montpreveyres et Servion) ; 2) Villarzel (fusion de : Rossens, Sédeilles et Villarzel).

9. Préservation, conservation et restauration

Principales opérations : la réalisation du nouveau conditionnement de la vaste collection des cartes et plans, entamée en 2000, a été poursuivie. Les documents dont le format est inférieur ou égal à A0 sont nettoyés à sec, sommairement réparés si nécessaire, mis dans des enveloppes non-acides coupées sur mesure et déposés à plat, dans des cartables de grand format placés dans les tiroirs des meubles à plans ; les documents en mauvais état sont préalablement recouverts de mylar D. Quant aux cartes et plans hors-format, ils sont installés en larges rouleaux suspendus le long des murs des dépôts, à l'aide d'un matériel ad hoc. Au fur et à mesure de ces opérations, les caractéristiques et l'état sanitaire de tous ces documents sont relevés et saisis informatiquement. Cette opération de longue haleine se déroule cependant à un rythme ralenti depuis 2004 : le traitement des hors-formats est en effet interrompu, les surfaces installées pour les recevoir étant pour l'instant épuisées et les moyens faisant défaut pour l'aménagement de nouveaux emplacements ; le travail a donc porté, cette année comme la précédente, exclusivement sur les cartes et plans jusqu'au format A0 ; ont notamment été traités de nombreuses cartes des 18^e et 19^e siècles en provenance des Salines de Bex (fonds N 6). Le réaménagement de l'une des cellules destinées aux cartes et plans est prévu dans le projet de densification des locaux de stockage des ACV qui sera soumis au Grand Conseil en 2006 ; en cas d'acceptation, il sera donc possible de reprendre le travail sur les hors-formats d'ici à 2008.

Le second vaste projet de reconditionnement, démarré en 2004, a pris son rythme de croisière cette année. Il concerne la section C, qui contient environ 25'000 documents, principalement des parchemins médiévaux, conservés dans des enveloppes et des boîtes qui se sont avérés acides, où ils sont de surcroît trop serrés et placés dans une position verticale dommageable. Un traitement optimum de l'ensemble de la section n'étant pas envisageable pour des raisons de coûts, l'accent est mis sur les sous-sections C I à C III (environ 1'000 documents, en principe les plus anciens et les plus importants d'un point de vue historique), qui sont conditionnés à plat, dans des chemises en papier de conservation ou sur des supports sur mesure (mais aux dimensions extérieures standardisées) en carton ondulé non-acide, glissés dans des cartables à rabats. Le reste de la section est traité plus simplement. L'état sanitaire de chaque document et de chaque sceau est analysé avant l'intervention et recensé informatiquement. En 2005, 435 (270) documents des trois premières sous-sections ont été traités, ainsi que 609 (0) des sous-sections suivantes.

Le Consortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA), initié par les ACV en 2003, lie celles-ci, la Bibliothèque cantonale et universitaire (site de Dorigny), la Bibliothèque centrale de l'Ecole polytechnique fédérale, l'EPFL elle-même et l'Université de Lausanne, pour la mise en œuvre d'une collaboration inter-institutionnelle pour le sauvetage du patrimoine documentaire en cas de catastrophe sur le site de Dorigny. Dans ce cadre, des méthodes d'intervention et de sauvetage ont été étudiées, du matériel évalué, commandé et stocké. Un cours de deux jours, donné par la Bibliothèque nationale de France, a été suivi par le directeur, les deux restaurateurs et le concierge, les 21-22 mars. Une journée d'exercices pratiques a eu lieu à Gollion, le 29 novembre, avec la participation de la Protection civile et des pompiers. Un site Internet (www.cosadoca.ch) a été ouvert en phase test en décembre 2005, accessible directement depuis la page d'accueil du site généraliste des ACV ; il a été réalisé sur la base d'un travail de diplôme de la Haute Ecole de gestion de Genève, supervisé par les membres du comité du COSADOCA.

Autres travaux : outre les travaux ordinaires (reliure, entretien et réparation courante de livres et documents anciens, confection de matériel de protection sur mesure, démontage et remontage de documents en vue de leur microfilmage, évaluation des fonds entrants et supervision de leur conditionnement, contrôle et relevé informatique des mesures des thermo-hygrographes installés dans l'ensemble des dépôts et espaces de travail des ACV, etc.), les restaurateurs sont intervenus pour conseiller des communes et services de l'administration cantonale en matière d'archives et de locaux de conservation. Ils ont également créé du matériel d'information pour les lecteurs, des éléments de signalétique et assuré le montage de l'exposition annuelle.

Les critères de qualité pour la confection des boîtes d'archives ont été réévalués, en fonction de l'évolution des normes et des expériences de ces dernières années. Les appels d'offres qui ont suivi ont permis d'obtenir, pour ces prochaines années, du matériel de conditionnement d'un prix sensiblement inférieur à celui facturé jusqu'à présent. Cela permettra notamment d'entreprendre le reconditionnement de plusieurs sections en mauvais état, dans la perspective des déménagements d'archives qu'entraînera la densification prévue des locaux de stockage.

Une deuxième opération de désacidification dans les installations de l'entreprise fédérale Nitrochemie AG à Wimmis (BE) a été réalisée. Il s'agissait de 180 kg (env. 1,9 m.l.) de documents du Registre foncier de Lausanne (SB 20) et de répertoires des registres paroissiaux (Eb). Les résultats de cette deuxième expérience sont à nouveau concluants, mais le coût de ce traitement empêche d'y recourir sur une plus vaste échelle.

Des travaux de restauration spécialisés (trois parchemins et un sceau) ont été confiés à deux restauratrices extérieures. Par ailleurs, onze parchemins ont été confiés à la Hochschule der Künste Bern, pour y être traités dans le cadre des cours de restauration de M. Andrea Giovannini.

Une étudiante de l'Ecole de restauration de Lyon (France), Mme Vinciane Galiché, a effectué un stage de trois semaines aux ACV.

Le 10 juin, une journée de cours sur la préservation a été donnée aux ACV par le directeur, les deux restaurateurs et deux intervenants extérieurs, dans le cadre du Certificat de formation continue en archivistique et sciences de l'information.

Des visites d'information ont eu lieu à la Hochschule der Künste Bern, ainsi que chez plusieurs restaurateurs indépendants et entreprises productrices de matériel spécialisé.

11 nouvelles fiches, pour un total de 47, ont été saisies dans la table « Dommages » de la base de données des ACV, qui recense de façon détaillée les documents endommagés signalés par le personnel aux responsables de l'atelier et qui permet de gérer les priorités d'intervention de ceux-ci.

La protection des documents a requis l'utilisation de 1'882 (1'671) cartons ou boîtes d'archives non acides (sans réserve alcaline) et de 16'530 (15'840) enveloppes non acides (avec réserve alcaline).

56 (40) cartons ou boîtes et 170 (80) enveloppes ont été fournis aux communes et à quelques institutions, au prix coûtant.

10. Microfilmage et reprographie

Cette prestation, assurée par le photographe des ACV, consiste en mesures de sécurité pour les documents d'archives, ainsi que de diffusion de ceux-ci, par le microfilmage, la photographie ou la numérisation. La présence, depuis quelques années, de supports sonores et filmiques parmi les fonds d'archives reçus par les ACV, nécessite également l'intervention du photographe, qui est en outre chargé de la mise à jour régulière du site Internet des ACV. La réalisation d'une partie des reproductions commandées par les usagers continue à être confiée à un photographe privé agréé par les ACV.

Un accident non-professionnel, survenu en juillet, a fortement entravé la production annuelle du photographe des ACV en 2005, notamment en ce qui concerne le microfilmage. Cette situation a de surcroît été aggravée par une très forte demande de travaux photographiques et de numérisation.

Microfilmage : 5 (33) bobines de microfilms de sécurité 35 mm ont été réalisées (dont 3 par une mandataire du Musée cantonal d'archéologie et d'histoire - MCAH -, pour le compte de celui-ci), représentant 2'195 (16'827) prises de vue d'un minotaire du notaire Isaac Treyvaud d'Avenche et des inventaires des collections du MCAH. Des copies de ces microfilms de sécurité sont systématiquement établies et tous les originaux placés dans la chambre froide du Dépôt et abri de biens culturels (DABC) de Lucens. Un nouveau rayonnage mobile a d'ailleurs été installé en décembre 2005 dans la chambre froide du DABC de Lucens, offrant ainsi un potentiel de stockage beaucoup plus important.

L'atelier protégé de la Maison des Chavannes (Fondation Eben-Hézer) a réalisé 40 (46) microfilms 16 mm, soit 97'388 (113'817) prises de vue des répertoires de 229 registres microfilmés antérieurement (sans répertoire), du fichier des notaires de Lausanne, Lavaux, Vevey, Morges et Oron antérieurs à 1600/1610 et de copies-lettres sur papier-bible concernant les analyses chimiques des denrées et boissons (1897-1912). Les microfilms originaux font également l'objet de copies.

Photographie : aucun (2) film argentique 4x5 inches, 37 (7) tirages photographiques grand format et aucun (2) tirage photographique format géant ont été réalisés pour les besoins internes des ACV. Avec l'appareil numérique réflex acquis en août 2004, 2'250 (1'350) fichiers numériques ont été produits en 2005, principalement pour des besoins internes, des demandes émanant des services de l'administration cantonale ou du public, des mises à jour du site Internet des ACV, la création d'un site du Consortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA), les présentations Powerpoint des cours donnés par les ACV, le *Rapport d'activité* des ACV et diverses autres publications.

Pour poursuivre la numérisation de l'*Armorial vaudois* de 1933 à 1996 entamée en 2004, les ACV ont employé temporairement et successivement deux personnes, en avril-mai et septembre-octobre 2005, dans le cadre d'un programme d'occupation. Malgré l'encadrement assuré par le photographe, ces deux tentatives de formation de chômeurs à un travail faisant appel aux nouvelles technologies informatiques n'ont pas permis d'atteindre les résultats espérés et ont dû être interrompues, ne permettant finalement la production que de 158 (1'839) nouveaux fichiers numériques.

17 (30) CD ont été gravés, pour diverses illustrations de publications ou pour des motifs de sauvegarde, ainsi que pour une partie de l'*Armorial vaudois* de 1933 à 1996.

L'opération de numérisation systématique des collections de négatifs développés par les ACV, qui a pour but de faciliter la gestion de ces très nombreux documents isolés mais qui avait été interrompue en 2004, a dû être à nouveau différée, par manque de temps.

Autres travaux : 298 (249) nouvelles fiches informatiques détaillées décrivant les microfilms réalisés ont été saisies dans la base de données des ACV.

Les informations concernant les reproductions de documents pour les usagers des ACV figurent au chapitre 11.5. Des copies de celles réalisées par le photographe privé agréé par les ACV sont remises en fin d'année et intégrées aux collections de l'institution.

11. Consultation et utilisation des archives

11.1. Usagers individuels

Le nombre total des consultations a baissé cette année, s'élevant à 5'572 (6'238), par 1'898 (1'940) personnes différentes : 4'765 (5'298) séances de travail en salle de lecture ont été effectuées par 1'170 (1'203) lecteurs, 487 (426) réponses scientifiques ont été fournies par écrit et 319 (514) par téléphone. La baisse du nombre de consultations en salle paraît s'expliquer en bonne partie par la réduction des montants alloués par différents services de l'administration cantonale pour des mandats de recherche ou des emplois temporaires subventionnés, dans le cadre desquels certains chercheurs étaient amenés à fréquenter quotidiennement les ACV. En matière de courriers scientifiques, par contre, l'année a été particulièrement chargée.

Profession des usagers 2005 (en salle de lecture uniquement) :

	2005	2005	2004	2003	2002
a) écolier, gymnasiens	2,7				
b) étudiant	24,9				
c) retraité	25,8	53,4	52,2	51,2	48,2
d) archéologue, historien, historien de l'art (sauf enseignant)	7,6				
e) architecte, dessinateur-architecte, urbaniste	2,4				
f) archiviste, bibliothécaire, conservateur, documentaliste	2,9				
g) enseignant, professeur	8,7				
h) géographe, géologue	1,2				
i) journaliste, écrivain	1,3	24,1	21,8	22,9	24,2
j) agriculteur, viticulteur	1,4				
k) artisan, commerçant, travailleur indépendant	2,3				
l) cadre moyen	3,3				
m) cadre supérieur, ingénieur	3,3				
n) employé, ouvrier, technicien	5,9				
o) femme/homme au foyer	3,0				
p) profession libérale	3,3	22,5	26,0	25,9	27,6
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Objet de recherche des usagers 2005 (en salle de lecture, par téléphone et par écrit) :

	2005	2005	2004	2003	2002
a) généalogie	31,7				
b) héraldique	3,4				
c) histoire de ma maison	3,1				
d) histoire de ma commune/ma région	4,3	42,5	42,2	45,7	45,2
e) histoire générale : préhistoire et antiquité (jusqu'au V ^e s.)	0,3				
f) histoire générale : moyen âge (VI ^e s.-1536)	3,6				
g) histoire générale : Ancien Régime (1536-1798)	7,0				
h) histoire générale : Révolution vaudoise et période de l'Helvétique (1798-1803)	1,7				
i) histoire générale : XIX ^e s.	6,6				
j) histoire générale : XX ^e s.	12,2	31,4	32,9	30,1	27,1
k) histoire de l'art, architecture	5,0				
l) géographie, urbanisme	3,5	8,5	9,0	8,2	7,5

m) usage administratif (consultation par l'administration)	2,8				
n) délivrance d'une copie d'acte officiel (acte notarié, jugement, extrait du Registre foncier, etc.)	10,3	13,1	10,7	11,2	15,1
o) archivistique (métiers, techniques, bâtiments, etc.)	1,8				
p) autres	2,7	4,5	5,2	4,8	5,1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Motivation de la recherche 2005 (en salle de lecture uniquement) :

	2005	2005	2004	2003	2002
a) études, formation	29,7	29,7	30,8	29,6	23,2
b) enseignement	3,8				
c) recherche dans le cadre de l'activité professionnelle, autre que l'enseignement	18,1				
d) recherche pour le compte de l'administration	2,1				
e) programme d'occupation pour chômeur	0,3	24,3	24,1	24,5	25,7
f) loisirs	46,0	46,0	45,1	45,9	51,1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Alors qu'en 2004, pour la première fois, il y avait eu dans la salle de lecture un peu plus d'étudiants que de retraités, ceux-ci ont repris un petit avantage en 2005 (25,8 contre 24,9 %). En y ajoutant les quelques écoliers et gymnasiens (présents notamment pour des travaux de maturité), on obtient, comme l'année précédente, une légère majorité de lecteurs sans activité lucrative (53,4 %).

En ce qui concerne les objets de recherche, on ne note pas d'évolution significative. Avec 31,7 % de la consultation, la généalogie demeure nettement en tête des objets de recherche, sans atteindre les proportions, parfois doubles, notées dans de nombreux services d'archives suisses et européens.

11.2. Groupes

La salle de conférences des ACV a accueilli 81 (61) séances de différents groupes, totalisant 1'250 (1'034) personnes.

Elle a notamment été mise à disposition pour 14 séances de cours ou séminaires de l'Université de Lausanne (histoire médiévale, histoire moderne, histoire contemporaine SSP), 14 de la Haute école pédagogique (dont deux cours de sensibilisation des enseignants d'histoire aux questions des archives, donnés par M. Coutaz), 1 du Certificat de formation continue en archivistique et sciences de l'information (UNIL et Universités de Genève et Berne), 1 d'un gymnase vaudois, 8 de l'Association Connaissance 3 (consacrés à la généalogie) et 3 des Universités populaires de Lausanne et de la Broye, ainsi que pour des séances de la Commission cantonale de nomenclature, de la Société vaudoise d'histoire et

d'archéologie, du Cercle vaudois de généalogie, de l'Association Ethno-Doc et de l'Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud.

33 (16) groupes totalisant 563 (240) personnes ont participé à des visites commentées des ACV, parmi lesquels, outre une partie des participants aux cours mentionnés ci-dessus, le Conseil communal d'Eysins, la Fraction d'Etat-Major de l'Armée 152 (Archives de l'Armée), des représentants de la Police cantonale avec des hôtes étrangers, l'International Club of Lausanne, l'Association romande des informaticiens, l'Association Le Chamossaire, les participants aux cours de la Protection des biens culturels de la Protection civile, des étudiants en génie thermique, des étudiants de la Hochschule der Künste Bern, les apprentis assistants en information documentaire romands de 1^{re} année, des groupes d'aînés et des écoliers du passeport-vacances.

11.3. Documents consultés

30'689 (26'959) documents ont été consultés, dont 6'514 (6'899) microfilms. La consultation de ceux-ci est donc demeurée très élevée, ce résultat étant le second après le record de 2004.

Pour la première fois, le contrôle et la statistique de la consultation, effectués entièrement à la main jusqu'en 2004, ont été réalisés à l'aide de la base de données FLUDOC, développée à l'interne avec l'appui d'une informaticienne de l'Unité informatique départementale. Cette solution relativement simple et peu coûteuse a permis un gain de temps notable lors de ces opérations et s'est avérée parfaitement fiable.

La consultation du site Internet des Archives cantonales vaudoises ne cesse de croître. En 2005, pages statiques et dynamiques confondues, elle a été de 51'172 (37'244) visites et de 374'487 (308'619) accès, dont 39% (43%) pour les pages dynamiques seules. Le site *Inventaire général des Archives communales vaudoises avant 1961*, parallèle à celui des ACV et accessible depuis celui-ci, est en bonne partie responsable de ces chiffres positifs.

11.4. Documents prêtés

128 (151) documents ont été prêtés pour consultation, dont 77 aux services/offices de l'administration et 51 aux donateurs/déposants de fonds privés.

Des documents des ACV ont été prêtés pour les besoins des expositions suivantes :

- *Aux frontières valaisannes : l'asile au coeur des Alpes (1939-1945)* (Musée du val de Bagnes)
- *La maison des vieux jours / Wohnen im Alter* (Office fédéral de la statistique, à Neuchâtel).

Les ACV ont accueilli temporairement des documents en provenance de la Fondation Casimir Raymond, à Lutry, pour permettre leur consultation par les chercheurs.

11.5. Reproduction de documents pour le public

Le personnel des ACV a délivré 5'915 (15'920) photocopies aux usagers. Cette baisse importante par rapport à la moyenne d'environ 10'000 photocopies réalisées ces dernières années (le chiffre record de 2004 s'expliquait entièrement par une seule commande de plusieurs milliers de copies d'un fonds de famille), paraît résulter notamment de l'emploi de plus en plus répandu d'appareils photographiques numériques par les lecteurs (ils sont autorisés à y recourir pour autant que cet emploi ne risque pas d'endommager les

documents). Si le « chiffre d'affaires » des ACV pâtit quelque peu de cette évolution, la santé des documents, épargnés par la photocopieuse, y gagne sans doute.

Les lecteurs ont réalisé eux-mêmes, sur les appareils mis à leur disposition, 8'460 (10'886) copies d'après les microfilms des ACV. Là également, la baisse s'explique sans doute par l'usage des appareils photographiques numériques, les lecteurs photographiant l'écran plutôt que d'imprimer l'image de celui-ci.

125 (57) documents (notamment des plans d'architectes) ont été confiés pour reproduction, commandée par des usagers, à des ateliers privés spécialisés.

Le photographe privé agréé par les ACV a réalisé pour les usagers : 0 (2) microfilms 35 mm et 294 (340) reproductions de tous types (noir-blanc, couleur, jet d'encre, digitales).

Avec 199 (176) requêtes, le nombre de demandes de délivrances de copies certifiées d'actes officiels a continué sa progression. L'arrivée en novembre et décembre de très nombreux registres civils en provenance des ex-Tribunaux de district promet une nouvelle hausse très sensible de ces demandes et de la charge de travail qu'elles occasionnent. Elles concernent avant tout les archives des ex-Tribunaux de district (en particulier les jugements de divorce, qui influencent le calcul des rentes AVS), des notaires (testaments et autres actes), des Justices de paix (certificats d'héritiers et recherches de filiation) et des Registres fonciers.

11.6. Expositions

Les ACV ne disposent pas d'un espace d'exposition à proprement parler, ni d'un service éducatif comparable à ceux qui existent notamment chez nos collègues français. Elles peuvent toutefois, depuis 2001, exposer des documents d'archives (ou plus généralement, pour des motifs de préservation, des reproductions de ceux-ci) dans les vitrines du hall et sur les murs de celui-ci. L'exposition 2005, inaugurée comme à l'accoutumée lors de l'apéritif organisé par les ACV pour célébrer le 24 janvier (Révolution vaudoise, 1798), était intitulée « Crime et châtement aux Archives cantonales vaudoises, selon les sources des 19^e et 20^e siècles » ; elle présentait les nombreuses et très diverses sources des ACV relatives à la délinquance, à sa sanction et à sa prévention.

Un choix des documents présentés lors des expositions terminées est placé sur le site Internet des ACV.

12. Collaborations professionnelles

12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal

Les ACV ont rempli leur mission de conseil et d'assistance aux Archives communales, en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes (AVA), notamment par des visites auprès de celles-ci et par l'organisation de cours (voir le chapitre 4.2).

Elles ont fourni du matériel de conservation non-acide à diverses Archives communales et à d'autres institutions du canton.

Elles participent aux activités de l'AVA, dont M. Pictet est membre du comité et M. Gilliéron vérificateur des comptes.

Elles ont créé, avec la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU) et la Bibliothèque de l'Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL), le Consortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA) (voir le chapitre 9).

Elles accueillent, pour des stages d'archivistique de deux mois en 2^e année et de 1,5 mois en 3^e année, les apprentis assistants en information documentaire de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (soit 2 x 2 apprentis chaque année).

En partage avec les Archives de la Ville de Lausanne et les Archives du Comité international olympique, les ACV reçoivent des jeunes filles et jeunes gens intéressés par le domaine de l'information documentaire, pour des stages d'orientation professionnelle d'une semaine au total. 7 personnes ont participé à ces stages cette année.

Elles accueillent temporairement des documents provenant d'autres Archives, pour consultation prolongée par des chercheurs de la région; par réciprocité, elles confient certains documents à leurs collègues.

M. Coutaz est président de l'Association du patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud (APAV), au sein de laquelle collaborent les différentes institutions vaudoises (bibliothèques, musées, archives, etc.) en charge du patrimoine naturel, documentaire ou artistique du canton. Il a codirigé la publication du n° 7 de *Documents*, consacré au patrimoine littéraire. Il a été l'un des deux organisateurs et l'un des conférenciers des 2^{es} Rencontres des patrimoines mises sur pied par l'APAV, le 11 novembre 2005, sur le double thème : « Patrimoine littéraire et patrimoines émergents ».

Il préside le Groupe de travail « Patrimoine-recherche », constitué le 5 octobre 2004 par Mme la Conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon, cheffe du Département de la formation et de la jeunesse, en vue de la refonte de la loi sur les affaires culturelles du 18 septembre 1978 ; il est également membre du Comité de coordination de la loi. La réflexion menée cette année a démontré qu'il fallait rédiger, outre une loi sur la culture, une loi spécifique sur le patrimoine, dont un document de travail déjà fortement élaboré a été discuté le 28 novembre en présence de Mme la Conseillère d'Etat.

MM. Coutaz et Favez participent, à titre généralement privé, aux travaux de plusieurs associations culturelles ou sociétés savantes cantonales (voir le chapitre 13.2.)

La salle de conférences des ACV abrite les séances de la Commission cantonale de nomenclature, à laquelle M. Favez prête son assistance. Elle est mise à la disposition des professeurs de l'Université de Lausanne ou d'autres institutions d'enseignement qui souhaitent y donner des cours ou séminaires illustrés par des documents originaux conservés à La Mouline. Elle accueille aussi des cours ou séances de différentes associations (voir le chapitre 11.2).

12.2. Collaborations professionnelles au niveau national

Dans le cadre du Cours d'introduction de l'Association des archivistes suisses (AAS), destiné aux jeunes archivistes de l'ensemble du pays, les ACV ont organisé le 24 septembre, dans leurs locaux, une journée de cours sur le thème « Les Archives et leurs utilisateurs », animée par MM. Coutaz, Gilliéron et Guisolan.

M. Coutaz fait partie du groupe de l'Association des Archivistes Suisses (AAS) qui réfléchit au lancement d'une collection de publications *L'archivistique en Suisse*, dont les premiers volumes devraient paraître en 2006 ou 2007.

Il fait partie, à la demande du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel et avec l'accord du Service de tutelle des ACV, de la Commission cantonale des fonds culturels, archivistiques, iconographiques et audiovisuels du Canton de Neuchâtel. Ce mandat a été renouvelé cette année, pour 4 ans.

Il est membre du Comité scientifique du Certificat de formation continue en archivistique et sciences de l'information organisé par l'Université de Lausanne (UNIL) en collaboration avec celles de Berne et de Genève. Pour la 2^e édition, 2004-2006, il a assumé la responsabilité de l'organisation de l'un des quatre modules, donné à l'UNIL du 29 avril au 24 juin, ainsi que de certains des cours de celui-ci.

Il est membre du Conseil et du Comité scientifique de la Fondation des archives historiques de l'Abbaye de Saint-Maurice.

Il continue à assurer la coordination des textes et des illustrations de la partie "Histoire" du site Memo Histoire (www.memo.fr), soutenu par la Conférence des directeurs de l'Instruction publique de Suisse.

M. Pictet est membre de la Commission de coordination (entre Archives fédérales et Archives cantonales) de l'AAS, qui a pour mission d'élaborer des directives en matière d'archivage dans les domaines intéressant à la fois la Confédération et les cantons. Il rédige, dans ce cadre, une enquête sur « Les archives des Hautes Ecoles Spécialisées - HES ».

Les archivistes des ACV ont pris part aux diverses réunions de l'AAS et du Forum des archivistes genevois.

12.3. Collaborations professionnelles au niveau international

Depuis le 4^e Colloque des archivistes de l'Arc alpin occidental, organisé dans leurs locaux par les ACV les 11 et 12 mars 2004, les Archives d'Etat de Fribourg et du Valais ainsi que les ACV étudient avec l'Archivio di Stato di Torino le projet de numérisation des archives savoyardes médiévales concernant leurs cantons respectifs. Une rencontre réunissant toutes les parties a eu lieu à Turin les 15 et 16 février 2005.

Mme Ségolène Garçon, conservateur stagiaire de l'Institut national du patrimoine (Paris), a effectué son stage international aux ACV en avril-mai : voir le chapitre 6.6.

13. Relations publiques et activités diverses

13.1. Relations publiques

Un chapitre important, intitulé « Dossiers personnels dans les Archives » et décrivant les archives du Service de protection de la jeunesse conservées aux ACV, a été rédigé par Geneviève Heller dans l'ouvrage collectif *Enfance sacrifiée. Témoignages d'enfants placés entre 1930 et 1970*, Lausanne : Ecole d'Etudes sociales et pédagogiques, 2005, pp. 133-142 (Cahiers de l'EESP, 42). Les ACV ont prêté leurs locaux à l'émission de télévision *Racines*, avec Rémy Schroeter (TSR 1, 6 février 2005). Des articles de presse ont été consacrés aux ACV lors de la manifestation officielle de réception des archives de Raymond Gafner, le 8 février 2005 ; à l'occasion de l'Exposition sur le mouvement de la Croix-Bleue, organisée pour l'ouverture du siège de la Croix-Bleue vaudoise et de Point Bleu-Place nette, à Chavannes-près-Renens (avenue de la Gare 31), les 22 et 23 avril 2005 ; dans *La Gazette*, Journal de la fonction publique, 171, 14 décembre 2005, p. 2.

Les ACV ont recours aux diverses vitrines placées dans le hall de réception et dans la salle de lecture pour informer les usagers sur les fonds qu'elles conservent (voir le chapitre 11.6) ou pour les sensibiliser à certains problèmes, notamment de conservation et de restauration. Par ailleurs, une exposition permanente présentant les diverses fonctions des ACV, sous le titre général *A votre service*, anime le couloir d'entrée extérieur.

L'accueil de groupes de visiteurs est mentionné au chapitre 11.2. Il s'inscrit cependant aussi dans la politique générale d'information des ACV sur leurs prestations de sauvegarde et de communication du patrimoine historique vaudois. Il vise entre autres à favoriser les dépôts ou les dons de fonds d'archives privés.

La mise à disposition de la salle de conférences pour des cours ou séminaires de divers groupes ou institutions, dont l'Université de Lausanne, est également citée au chapitre 11.2, mais participe aussi de l'animation culturelle et de la sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine, dans la mesure où les archivistes et le personnel technique sont amenés à présenter leurs activités et à faire visiter le bâtiment.

13.2. Participation à des sociétés

M. Coutaz est membre du Curatorium de l'Helvetia Sacra, ainsi que du département Recherche fondamentale de la Société suisse d'histoire.

Il est membre des comités de la Société Vaudoise d'Histoire et d'Archéologie (SVHA), de l'Association des amis du Musée militaire vaudois (Morges) et de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire (Yverdon-les-Bains). Il a quitté celui de l'Association Pour Chillon, après trois ans de participation.

Il siège depuis 2001 dans la Commission vaudoise pour la rédaction de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire.

Il est membre fondateur et participe activement aux travaux du Groupe ETHNO.DOC, qui se consacre à la publication de témoignages de personnages connus ou inconnus apportant un éclairage original sur certains aspects de la société et de la vie quotidienne, de travail ou de loisir. Dans ce cadre, il a préparé la publication du Journal de Lucy Maillefer (voir le chapitre 13.3).

M. Favez est membre du comité du Cercle vaudois de généalogie, qu'il représente en outre aux séances du comité de la SVHA. Il anime les réunions (stamms) du Cercle par des présentations. Il a participé en 2005 à diverses manifestations généalogiques, en particulier : du 6 au 8 mai, au XVIII^e Congrès national de la Fédération française de généalogie ; le 9 octobre, à la sortie d'automne de la Société suisse d'études généalogiques, au cours de laquelle il a présenté une conférence (voir le chapitre 13.3). Empêché par un accident de participer à la fête des familles Lambelet aux Verrières (NE), le 20 août, il y a été remplacé par un membre du Cercle, qui a également représenté les ACV à cette manifestation.

Il a représenté la SVHA au colloque organisé les 28 et 29 mai par l'Académie Saint-Anselme d'Aoste à l'occasion de son 150^e anniversaire, sur le thème «Patrimoine et identité : l'engagement des sociétés savantes». Dans ce cadre, il a présenté un exposé (voir le chapitre 13.3).

13.3. Publications et conférences

M. Coutaz a rédigé les contributions suivantes en 2005 :

- avec la collaboration de Jérôme Guisolan, « Les Archives cantonales vaudoises, une valeur d'avenir ? Les enjeux d'un repositionnement administratif », dans *Rapport d'activité des Archives cantonales vaudoises 2004*, Chavannes-près-Renens, 2005, pp. 39-78 ;
- « L'obligation de dépasser les limites institutionnelles : deux réseaux impliquant les Archives cantonales vaudoises (Suisse) », dans *La Gazette des Archives*, 2005, pp. 91-95 ;
- « Le Code international de déontologie des archivistes. Un texte majeur pour l'éthique de l'information et de la communication » (à paraître) ;
- « La modernité d'un traité sur la manière de classer les archives : la place de Denis de Thurey (1687-1770) dans l'histoire des archives au XVIIIe siècle, en Suisse », dans *Archives*, 37, 2, 2005-2006, pp. 5-30 ;
- « Archives officielles et archives privées : relations obligées ou distantes ? Points de vue des Archives cantonales vaudoises », dans *Archives, histoire et identité du mouvement ouvrier*, par Alda de Giorgi, Charles Heimberg, Charles Magnin, Genève : Collège du Travail, 2006, pp. 206-211 ;
- *Lucy Maillefer. Oh ! si j'étais libre. Journal d'une adolescence vaudoise, 1885-1896*. Texte établi, présenté et annoté par Gilbert Coutaz et Robert Netz, Lausanne : Editions d'en Bas, 2006, 368 p. ;
- « Histoire des Archives en Suisse, des origines à 2005 », dans *L'archivistique en Suisse* (à paraître) ;
- « Des collections et des séries de publications à l'initiative des Archives en Suisse », dans *L'archivistique en Suisse* (à paraître) ;
- « Lavaux, un espace politique séculaire », histoire entre 1000 et 1803, dossier pour l'inscription de Lavaux au Patrimoine mondial ;
- « Les archives littéraires » (dir.), dans *Documents*, 7, octobre 2005, 52 p.

Il a donné les comptes rendus suivants, dans la *Revue historique vaudoise 2005* :

- *Noville & Rennaz*, par François Baatard, Ferdinand Barmetter, Samuel Branche et alii ; avec la collaboration de Raymond Barras et alii. Conception et réalisation Henri-Louis Guignard, Renens : Communes de Noville et Rennaz et Association de l'Académie du Chablais, 2004, 375 p. ;
- *Lavigny. Sur la route de l'histoire*, sous la direction de Gertrude Ande Cornaz et alii. Préface de Pascal Couchepin, Yens-sur-Morges : Editions Cabédita, 2004, 183 p. (Sites et villages vaudois) ;
- *Oulens-sous-Echallens. Village du Gros-de-Vaud à découvrir*, Lausanne : Commune d'Oulens, 264 p. ;
- *Blonay, coups de cœurs*. Rédaction par Zeynep Ersan Berdoz. Textes : Gianni Ghiringhelli, Jean-Paul Nicolet, Jean-Marc Guex et Bernard Degex, Blonay : Commune de Blonay, 2004, 155 p. ;
- Michel Pahud, Roger Pête, *Saint-Sulpice. Cartes postales et photos anciennes*, Lausanne, Commune de Saint-Sulpice, 2004, 149 p. ;
- *Die Augustiner-Chorherren und die Chorfrauen-Gemeinschaften in der Schweiz*, bearb. von Ursula Belgrist, Isabelle Brunier, Ursus Brunold et alii, redigiert von Elsanne Gilomen-Schenkeli, unter Mitarbeit von Bernard Andenmatten, Brigitte Degler-Spengler, Petra Zimmer, Basel, Schwabe Verlag, 2004, 573 S. (Helvetia Sacra IV/2);

- *Les intérêts domaniaux de la Maison de Savoie dans les anciens Pays de l'Ain. Etude sur les reconnaissances de fief reçues au titre des châtelainies des bailliages de Bresse, Bugey et Gex (XIVe-XVe siècles)*, par Cédric Mottier. Préface de Gérard Moyses, Bourg-en-Bresse : Département de l'Ain, Archives départementales, 2004, 316 p.

Il a en outre expertisé comme conseiller scientifique du canton de Vaud pour le Dictionnaire historique de la Suisse, 73 notices (1'705 lignes). Il a rédigé une notice de 25 lignes consacrée à Berthold van Muyden. Il est aidé dans ce travail depuis juin 2005 par Nicole Staremborg-Goy, assistante diplômée de l'Université de Lausanne, qui a pris la place de Marie-Hélène Guex, nommée archiviste au Centre d'études olympiques et qui avait fonctionné comme assistante diplômée dès le 1^{er} janvier 2004.

Il a donné une conférence sur le thème suivant :

- « Les Archives au-delà des clichés », devant l'Université populaire de Lausanne, les 24 janvier et 24 juin 2005.

M. Favez a rédigé :

- pour le *Bulletin généalogique vaudois 2004* (sorti en 2005) : a) « Jean-François Ballissat (1736/7-1795) : du garnement au garde champêtre en passant par le service mercenaire » (pp. 157-165) ; b) « Note sur l'ascendance vaudoise de l'architecte Gaspard André (1840-1896) » (pp. 145-156) ; c) « Lecoultré de Berolle. Une dynastie de verriers » (pp. 169-178) ;

- pour le *Bulletin généalogique vaudois 2005* (à paraître en février 2006) : a) « Jean-François Ballissat (1736/7-1795) : sa carrière militaire » ; b) en collaboration avec Gilbert Marion, « Société de garçons de Lussery et Villars en 1737 » ;

- pour la *Revue historique vaudoise 2005* : « Jean-Claude De Crez (1707-1770). Un recteur de collège chartiste » (pp. 39-62).

Il a présenté les conférences suivantes :

- lors du colloque de l'Académie Saint-Anselme d'Aoste, un exposé intitulé « Vaud et les sociétés d'histoire », dont la teneur sera publiée dans les actes à paraître ;

- devant la Société Suisse d'Etudes Généalogiques (SSEG), « Des Alémaniques welsches ? ... ou quand des germanophones du canton de Berne étaient en quête de bourgeoisies vaudoises au XVIIIe siècle... et leurs conséquences généalogiques » (résumé publié dans *Mitteilungsblatt / Bulletin d'information / Bollettino d'informazione / Fegl d'avis* de la SSEG, N° 79, novembre 2005, pp. 18-20 en français et 21-24 en allemand).

M. Gilliéron a présenté le métier d'archiviste, le 4 mars, dans le cadre du Forum Horizon 2005, organisé à l'Université de Lausanne.

M. Guisolan a collaboré à l'article de M. Coutaz, « Les Archives cantonales vaudoises, une valeur d'avenir ? Les enjeux d'un repositionnement administratif », dans *Rapport d'activité des Archives cantonales vaudoises 2004*, Chavannes-près-Renens, 2005, pp. 39-78.

M. Pictet a donné des conférences dans le cadre de la formation des secrétaires municipaux (voir le chapitre 4.2).

Dossier thématique

En raison de sa taille, le dossier thématique de cette année fait l'objet d'un fascicule séparé.

Liste des dossiers thématiques publiés en complément du Rapport d'activité des ACV

Ces dossiers sont consultables en ligne sur le site internet des ACV (www.archives-cantoniales.vd.ch).

- 1996 : *Profils des usagers et documents consultés : enseignements des données statistiques de 1996*, pp. 24-31 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Robert Pictet et Christian Gilliéron).
- 1997 : *La bibliothèque des Archives cantonales vaudoises ou la place de l'imprimé dans un dépôt d'archives*, pp. 29-47 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Michel Depoisier).
- 1998 : *Enquête systématique sur l'archivage dans l'administration cantonale vaudoise*, pp. 30-42 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration du personnel des ACV et des MAH).
- 1999 : *Conservation préventive et restauration aux Archives cantonales vaudoises : une chaîne de solidarités*, pp. 31-39 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration d'Anne Bellanger).
- 2000 : *Coups de projecteur sur le microfilmage aux Archives cantonales vaudoises*, pp. 29-42 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Christophe Moratal).
- 2001 : *Un patrimoine exceptionnel et complexe aux Archives cantonales vaudoises : les archives médiévales*, pp. 32-51 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Pierre-Yves Favez et Sandrine Fantys). Une version longue a paru sous le même titre, en tiré à part, 55 p.
- 2002 : *Une approche négligée de l'informatique : l'archivage des données et des documents numériques*, pp. 33-55 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration d'Olivier Conne).
- 2003 : *Quelles politiques pour quelles archives privées aux Archives cantonales vaudoises ?*, pp. 35-64 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Florence Dugrillon).
- 2004 : *Les Archives cantonales vaudoises, une valeur d'avenir ? Les enjeux d'un repositionnement administratif*, pp. 39-78 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Jérôme Guisolan).